ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 128 - 26 janvier 1990 - prix : 8 F

LE CAUCASE EN MIETTES

GAMMA

AFP

M 6189 - 1128 - 8,00 F

3796189008001 11280

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64695

LE CAUCASE EN MIETTES

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Avec l'intervention de l'armée soviétique en Azerbaïdjan, il y a désormais non seulement un fossé de sang entre les Arméniens et les Azéris, mais aussi un fossé de sang entre les Azéris et le pouvoir central soviétique.

L'intervention militaire aurait fait quelques dizaines de morts selon les autorités soviétiques, mais plusieurs centaines selon les dirigeants nationalistes de l'Azerbaïdjan qui jouent les victimes alors qu'ils ont organisé les pogroms sauvages et sanglants contre les Arméniens. On ne saura sans doute pas la vérité sur le nombre réel de victimes car les uns et les autres sont capables de mentir effrontément.

L'intervention militaire soviétique ne peut désarmer la haine qui divise les deux peuples de cette partie du Caucase. Tout au plus Gorbatchev aura seulement récolté en prime le ressentiment des Azéris sans s'être forcément gagné la sympathie des Arméniens même s'il a agi pour venir à leur secours. Car face à la situation tragique du Caucase, divisé par des haines nationales exacerbées par une interpénétration des territoires, on ne voit pas d'issue. Soit Gorbatchev impose à la région une occupation militaire permanente provoquant peut-être une guerilla en réaction; soit il impose des déplacements de populations pour éviter les pogroms, c'est-à-dire le retour aux vieilles méthodes de Staline.

De la part de Gorbatchev, ce n'est d'ailleurs pas vraiment nouveau. En avril dernier, l'armée soviétique avait tiré et fait des dizaines de morts à Tbilissi, en Géorgie, contre les nationalistes qui manifestaient alors pacifiquement. Gorbatchev avait entériné la répression.

Le pouvoir central soviétique est aujourd'hui bien mal placé pour prétendre jouer les arbitres impartiaux et mettre d'accord, qui plus est par la force, des peuples dont le tsarisme puis Staline et ses successeurs ont attisé les divisions.

Une partie de la population soviétique désavoue cette intervention, ne serait-ce que parce qu'elle ne souhaite pas que la jeunesse soviétique se retrouve à jouer sous l'uniforme, un rôle d'armée d'occupation. Des mères et des femmes de réservistes envoyés au Caucase ont manifesté pour le rappel des leurs et Gorbatchev a dû leur céder en partie.

Lès chefs d'Etat occidentaux, eux, n'ont pas réagi de la même façon. De Bush à Mitterrand, en passant par Thatcher et bien d'autres, ils ont plus plaint que critiqué Gorbatchev, et même si les Américains ont appelé à une «retenue dans l'usage de la force», ils lui ont plutôt manifesté de la compréhension. Le pape de son côté a laissé dire par l'un de ses cardinaux qu'il souhaitait à Gorbatchev «assez de sagesse... et de poigne » ! Le sabre et le goupillon font toujours bon ménage...

Quant à Bush, on a l'exemple au Panama de ce qu'il entend par «usage modéré de la force». C'était pour en finir avec le dictateur Noriega beau spécimen d'assassin auquel les organisateurs de pogroms au Caucase n'ont rien à envier. Mais le gouvernement américain est intervenu contre son ancien protégé, en faisant des milliers de morts parmi les civils des quartiers les plus pauvres.

Ce qui se passe au Caucase est un véritable drame, c'est certain. La liberté à peine retrouvée, des peuples précédemment opprimés par une dictature féroce n'utilisent cette liberté que pour se jeter férocement les uns contre les autres. Des pauvres brutalisent, assassinent et massacrent aussi pauvres qu'eux.

Et cela pourquoi ? Pour qu'à la fin du compte des dirigeants nationalistes, bien au chaud, des nantis, des repus présents ou à venir asseoient sur ces antagonismes nationalistes un nouveau pouvoir dont la liberté sera la principale victime.

Quand on voit ce que les nationalistes leur proposent comme exemple, le régime turc pour les uns et le régime iranien pour les autres, on ne peut qu'espérer que la classe ouvrière, nombreuse au Caucase, se ressaisira et rejettera dans un passé dont ils n'auraient jamais dû resurgir tous les nationalismes qui divisent et asservissent les peuples.

CERCLE LÉON TROTSKY

"LE RENVERSEMENT DE LA DICTATURE ROUMAINE ET L'AVENIR DE L'EUROPE DE L'EST"

Vendredi 26 janvier, à 20 h 30

MUTUALITÉ

24, rue Saint-Victor, Paris (5e)
Métro : Maubert-Mutualité
Participation aux frais : 10 F

RÉUNIONS PUBLIQUES LUTTE OUVRIÈRE

Les régimes hérités du stalinisme s'effondrent.
Où vont les Pays de l'Est ?

● **à NANCY (54)**

Vendredi 2 février
20 h 30
Palais des Congrès

● **à MOYEUVRE-GRANDE (57)**

Lundi 5 février
20 h 30
Foyer des Anciens

YOUGOSLAVIE, RDA : LE PROVINCIALISME À L'ORDRE DU JOUR

Yougoslavie : Retour aux Balkans

Jusque-là, un peu en marge des autres pays dits de "démocratie populaire", puisque c'est pratiquement dès la création du nouveau régime yougoslave par Tito au lendemain de la guerre que la rupture entre le PC yougoslave et l'URSS a été consommée, la Yougoslavie se met néanmoins elle aussi au goût du jour.

La Ligue des Communistes de Yougoslavie, au pouvoir depuis 40 ans, vient à son tour d'abandonner, lors de son congrès des 20 et 21 janvier, le rôle dirigeant du parti communiste et de reconnaître le pluralisme des partis.

Mais plus encore que la reconnaissance officielle du pluripartisme qui était prévue d'avance au programme, l'événement du congrès a été l'éclatement de la Ligue des Communistes elle-même : les dirigeants du Parti Communiste de Slovénie (province du nord-ouest de la Yougoslavie) ont commencé par demander au congrès de reconnaître l'autonomie des partis communistes de chaque province, réduisant la Ligue au rôle d'une simple alliance, ou d'un point de rencontre de PC nationaux différents ; et devant le refus des représentants des autres provinces de ce qui signifiait de toute façon une mort de la Ligue des Communistes en tant que parti, les dirigeants slovènes ont claqué la porte du congrès.

Il est vrai que la Slovénie est la plus riche (ou plutôt la moins pauvre) des huit républiques et provinces autonomes qui constituent la Yougoslavie. Depuis des années, ses dirigeants prônent des réformes économiques donnant plus libre cours à l'économie de marché. Aux frontières de l'Italie et de l'Autriche, la république slovène peut escompter bénéficier davantage, pour elle-même, du développement du commerce avec l'Europe occidentale.

Et de plus les dirigeants du Parti Communiste slovène, qui se sont déjà démarqués en septembre dernier en adoptant une constitution reconnaissant le droit à leur république à prendre ses distances vis-à-vis de l'Etat fédéral yougoslave, escomptent sûrement tirer de leur régionalisme et de leur divorce d'avec la Ligue quelques bons points pour les élections à venir, les premières élections à candidatures multiples qui doivent se dérouler en Slovénie en avril prochain.

RDA : la réunification chacun pour soi

Dans une autre «démocratie populaire», la RDA, c'est le maire de la ville de Dresde, Wolfgang Berghofer, qui vient de quitter le Parti Communiste est-allemand (SED) avec 40 autres responsables de la province de Saxe (province dont Dresde est la capitale), Berghofer n'a pas encore annoncé officiellement son adhésion au nouveau Parti Social-Démocrate d'Allemagne de l'Est, frère cadet du Parti Social-Démocrate de l'Ouest, mais c'est officieux, et les responsables de ce parti se sont, eux, empressés d'annoncer que leurs portes étaient largement ouvertes aux quarante sortants du SED.

Et lundi soir, à la manifestation qui se déroulait à Dresde, comme tous les lundis depuis des mois, le nom de Berghofer était acclamé, tandis que les manifestants, drapeau rouge, noir et or de l'Allemagne et drapeau vert et blanc traditionnel de la province de Saxe entremêlés, scandaient le slogan *«Etat libre de Saxe»*.

Car la revendication d'une large autonomie de la province de Saxe, à l'image du statut d'Etat libre dont la Bavière jouit au sein de la RFA, fait désormais partie des revendications mises en avant par les divers nouveaux partis apparaissant en Saxe, et les anciens dirigeants communistes de Saxe ne voudraient pas eux non plus manquer leur reconversion.

Bien sûr, l'avenir d'une province de Saxe plus ou moins autonome, et celui que peuvent escompter pour leur province les dirigeants slovènes, n'est pas la même. La Slovénie plus autonome, ou carrément indépendante du reste de la Yougoslavie, serait un jouet balloté entre les intérêts économiques de ses voisins. Et l'indépendance de la Slovénie marquerait peut-être l'éclatement complet de la Yougoslavie, déjà ébranlée par les récents événements du Kosovo, au sud, et où il n'est pas dit que les deux autres principales composantes de l'Etat fédéral, la Serbie et la Croatie, ne se trouveraient pas bientôt elles aussi séparées.

Les revendications d'autonomie de la province de Saxe, en RDA, se placent au contraire dans le cadre d'une future réunification des deux Allemagnes, quelles qu'en soient les modalités «fédérales» ou «confédérales», où les dirigeants de la province de Saxe cherchent déjà à sauvegarder leur appareil administratif et leur pouvoir local à eux, comme branche saxonne de l'appareil d'Etat d'une Allemagne réunifiée, quitte à sacrifier l'appareil d'Etat central est-allemand.

Mais dirigeants ex-communistes saxons et slovènes ont ceci de commun : leur hâte à profiter des sentiments régionalistes, des préjugés nationalistes, des intérêts particuliers des petits bourgeois et hommes d'affaires locaux qui lorgnent vers le fric de l'Ouest pour assurer leuy reconversion et l'éventuel succès de leur petite carrière à eux.

Les travailleurs, là-dedans ? Le dernier des soucis de ces nouveaux petits princes du vingtième siècle !

Olivier BELIN

Gamma

Wolfgang Berghofer (main levée) à côté de Gregor Gysi.

GÉNOCIDE CHIMIQUE À SOUMGAÏT EN AZERBAÏDJAN

*Soumgaït, ville d'Azerbaïdjan, située dans la zone industrielle de Bakou, sur le bord de la mer Caspienne, a été l'objet d'un reportage dans l'émission d'*Antenne 2 *le jeudi 18 janvier.*

Ce reportage de 20 minutes a montré comment on vit, ou, plutôt, comment on meurt à Soumgaït. Cette ville est un énorme complexe industriel noyé dans un brouillard toxique.

On y produit du pétrole, mais c'est avant tout la capitale de la chimie lourde, ce qui lui donne le triste privilège d'être une des capitales de la pollution en URSS.

Des dizaines de substances toxiques sont rejetées directement dans l'atmosphère, une tonne de produits chimiques est déversée par an et par habitant. Dix tonnes de mercure, substance qui attaque le système nerveux, sont directement directement rejetées dans la nature.

Les principales victimes de cette pollution sont les enfants de Soumgaït. Car, dans le palmarès des capitales, cette ville est aussi la capitale de la mortalité infantile en URSS.

Des bidonvilles entourent l'usine. Ils sont dénommés les bidonvilles des "Zekhs" c'est-à-dire des prisonniers des camps. En réalité ils ne sont pas habités par des prisonniers, mais, précise le journaliste, par des travailleurs et leurs familles. Ils se font empoisonner à l'usine pour 240 roubles par mois (un peu plus que le salaire moyen en URSS) et vivent dans des baraques sur la terre battue avec des familles de 4 ou 5 enfants. Un logement ? Ils l'attendent indéfiniment.

Sur le terrain vague qui borde le bidonville, des petits amas de pierres marquent l'emplacement des tombes d'enfants.

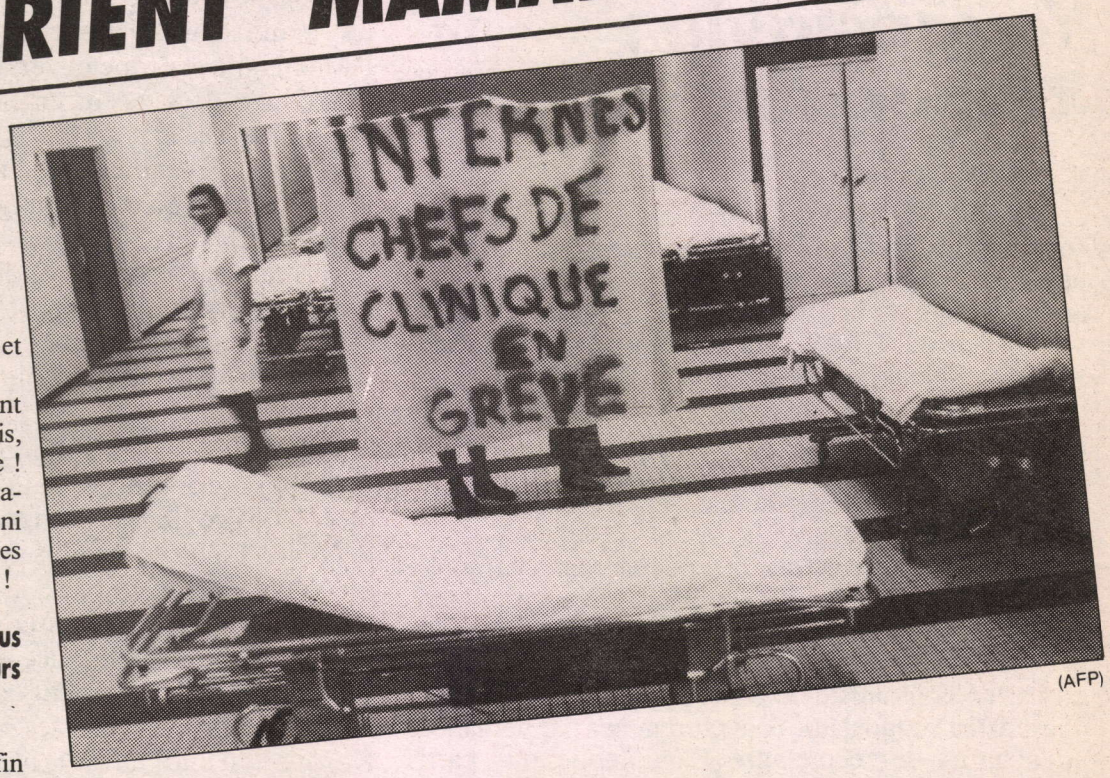
Le médecin qui guide le journaliste explique que 3 enfants meurent par jour, tués par la pollution. Sur trois enfants qui naissent, un meurt à la naissance, le deuxième est handicapé, le troisième est en mauvaise santé. Tout cela est connu des autorités depuis 20 ans, mais rien n'est fait et on n'en parle que depuis un an avec la glasnost.

Et quand l'équipe de télévision va filmer l'hospice pour enfants ou jeunes débiles mentaux ainsi que l'hôpital des enfants paralysés, on sent que le personnel médical est encore hésitant à montrer ces dizaines d'enfants handicapés mentaux ou paralytiques. Une scène dans un hôpital : un vaste dortoir où des petits lits de fer sont collés les uns aux autres faute de place. Sur chacun d'eux un enfant paralytique est allongé. L'un d'entre eux a 5 ans, il est né paralysé, les membres inférieurs soudés, de plus ses poumons sont brûlés au chlore et il suffoque en permanence.

Le médecin raconte, avec rage et d'un ton d'impuissance, qu'il dénonce ce génocide chimique depuis 20 ans ! Soumgaït, ça rappelle Minamata au Japon, cette ville victime de la pollution au mercure, ou bien d'autres des horreurs de l'industrialisation anarchique du capitalisme à ses débuts.

Les auteurs du reportage ont rappelé que Soumgaït a été la ville qui a donné lieu aux premiers pogroms anti-arméniens début 1988. Quand on voit les conditions de vie de cette population, on comprend qu'elles peuvent donner naissance à des affrontements sociaux barbares.

PARCE QU'ILS NE GAGNERAIENT "QUE" 10 000 À 15 000 FRANCS LES JEUNES INTERNES CRIENT "MAMAN... BOBO"



(AFP)

La fronde des chefs de clinique et internes des hôpitaux (près de 12 000 sur toute la France) n'a pas complètement désarmé. Les quelque 3 000 qui ont manifesté dans la rue à Paris le lundi 22 janvier avaient mis leur mouvement (ou du moins sa banderole de tête) sous le signe d'une meilleure qualité de la médecine. Dans l'intérêt des malades, bien sûr, qui, disent-ils, ne pourraient pas être bien soignés si les médecins sont mal payés...

Ces jeunes apprentis médecins, qui terminent leurs études et formation à l'hôpital, lorgnent déjà sur le cabinet privé (de généraliste ou de spécialiste) qu'ils auront demain «en ville» (comme ils disent), une fois leurs études terminées et revendiquent une médecine plus «libérale», c'est-à-dire une plus grande liberté de fixer (et d'augmenter !) leurs honoraires. Ils veulent du fric, encore plus de fric, et ils ne s'en cachent pas ou si peu... Pour cela, ces «apprentis» médecins n'ont pas craint de recourir à un moyen réputé radical dans la profession, et très décrié (par les internes et chefs de service eux-mêmes) quand ce sont les infirmières ou les aides-soignantes qui s'y livrent : la grève ! Grève des soins et même grève des urgences dans les hôpitaux.

Pour la défense de leurs privilèges, les petits-bourgeois en lutte ont toutes les audaces, et tous les soutiens !

Certes, cette «grève» - surtout celle des urgences - a soulevé quelque émoi. Les «grands patrons» en place ont dû réquisitionner des internes, embaucher des «étrangers» ou mettre eux-mêmes la main à la pâte pour faire face aux nécessités. Ils n'ont généralement pas apprécié.

Mais dans l'ensemble, on peut dire que ces futurs jeunes médecins ont bonne presse. Le ministre socialiste de la Santé, embarrassé par les divers conflits médicaux qu'il a sur le dos depuis la grève des infirmières, est aux petits soins avec les chefs de services et internes, ou essaie... car ces jeunes médecins, plutôt de droite, ne lui font aucun cadeau en retour ! La télé et les grands quotidiens parlent amplement et favorablement d'eux. Bien plus et bien mieux que des grévistes de la BNP qui sont pourtant plus nombreux et plus mal payés ! Et même *L'Humanité* fait chorus avec *Le Figaro* ! Pauvres médecins qui seraient menacés de devenir smicards ! Après tant et tant d'années de dures études !

Que d'hypocrisie et d'obséquiosité devant un milieu de bourgeois et petits-bourgeois, dans l'ensemble réactionnaire et élitiste ! Pour notre part en tout cas, ni les revendications des internes et chefs de clinique, ni surtout l'esprit philistin et grippe-sous qui les anime ne nous donnent envie de compatir !

Ils veulent ouvrir un cabinet privé dans les plus beaux quartiers, où pratiquer les meilleurs honoraires...

En fait, ces médecins qui arrivent en fin d'études veulent pouvoir s'installer librement, où ils veulent (de préférence dans les beaux quartiers), et aux tarifs qu'ils veulent (de préférence les plus élevés). Ils le pourraient quasiment s'ils choisissaient de ne pas être conventionnés par la Sécurité sociale. Mais non ! Car la Sécurité sociale tant décriée (ce système fonctionnariste qui irait à l'encontre de l'exercice libéral de la profession !) offre l'avantage de fournir une clientèle et même une sacrée clientèle ! Si ces jeunes médecins spécialistes devaient vivre à raison d'honoraires de 250 F à 300 F qu'ils estiment «corrects» sans le secours des remboursements de la Sécurité sociale, ils risqueraient de crever ! Alors ils voudraient les avantages de la Sécu (les remboursements et donc la clientèle) sans ce qu'ils considèrent comme ses inconvénients, c'est-à-dire le système des tarifs imposés et limités des actes médicaux. C'est d'ailleurs à l'occasion de la renégociation de la «Convention» entre la médecine et la Sécurité sociale, sous l'autorité morale du gouvernement, que le mouvement a démarré. D'un côté, des syndicats dits officiels si ce n'est représentatifs de différentes corporations de médecins (généralistes, spécialistes...) et de l'autre, les administrateurs de la Caisse maladie de la Sécurité sociale.

La Sécurité sociale, vache à lait pour une formation en milieu hospitalier...

En fait, la Sécurité sociale a déjà cédé bien du terrain à la bourgeoisie et petite bourgeoisie médicale. La Sécurité sociale (c'est-à-dire l'argent des travailleurs salariés... ramassé, redistribué et contrôlé par d'autres) soigne déjà autant la carrière des médecins que la santé des malades. De diverses façons.

Il y a d'abord la formation des médecins. Elle se fait désormais dans les grands hôpitaux liés aux facultés (tous les grands centres hospitalo-universitaires). Grâce à l'encadrement des médecins des hôpitaux. Grâce au matériel et aux techniques les meilleures des hôpitaux. La médecine et son enseignement pourraient connaître bien des améliorations, certes, mais si les jeunes médecins devaient, comme leurs grands-pères ou arrière-grands-pères apprendre sans le secours des grands moyens hospitaliers financés essentiellement par la Sécurité sociale (sur laquelle même l'Etat se repose)... ils n'auraient pas la formation qu'ils ont actuellement. Suffisamment bonne, en tout cas, pour les inciter (avec l'appât du gain y afférent) à choisir de plus en plus de devenir «spécialistes» plutôt que simples généralistes.

Des jeunes médecins déploreraient de gagner si peu après «de si longues et éprouvantes études» ? Ils ont tort. Tous les gains et avantages déjà sont pour eux. Ils font des études poussées et intéressantes, rémunérées même à raison de quelque 8 500 F à 13 000 F, voire 15 000 F par mois. C'est à la Sécurité sociale, et elle seule pratiquement, c'est-à-dire à la communauté du monde du travail (à ceux qui cotisent !) que leurs études coûtent cher. Et même s'ils soignent, ou apprennent, ils pourraient dire merci !

...et vache à lait pour leur apporter la clientèle.

Il y a ensuite l'exercice de la médecine, dite «libérale». Là encore, la Sécurité sociale fait vivre... les médecins ! Et de mieux en mieux... Car ils n'ont de cesse de lui arracher toujours davantage d'avantages...

A une époque, grosso modo, il y avait les médecins conventionnés, tenus à des tarifs, et les autres, totalement libres. Peu à peu, certaines catégories, parmi les premiers ont réussi à faire prévaloir qu'ils méritaient des honoraires plus élevés (pour qualification prétendue supérieure), et ils ont obtenu de la Sécurité sociale des autorisations de dépassements d'honoraires... tout en restant «conventionnés», c'est-à-dire tout en conservant l'essentiel de leur clientèle (qui restait remboursée même si elle l'était moins, relativement au prix de la consultation). Et de fil en aiguille, les exigences des médecins «libéraux» et en particulier des «spécialistes» étant toujours plus grandes et satisfaites, la Sécu en est arrivée depuis quelque 10 ans à reconnaître officiellement deux secteurs «conventionnés». Le premier où les médecins pratiquent des honoraires «fixes (85 F pour les généralistes qui devraient passer maintenant à 100 F, et 125 F pour les spécialistes qui devraient passer à 140 F), et le second où les honoraires sont libres (mais remboursés grosso modo d'un même montant que ceux du secteur I). Et de plus en plus de médecins demandent à être conventionnés dans ce secteur II. De telle sorte que dans beaucoup de villes, de quartiers, on ne trouve plus de spécialistes pas chers. Au point que la Sécu de son côté, les médecins installés auxquels les nouveaux venus font de la concurrence de l'autre, envisagent d'y mettre le holà, en «gêlant» pour deux ans l'accès à ce fameux «secteur II». C'est là une des raisons de la grève. Non content d'avoir eu l'essentiel de leurs longues études payées par la Sécu, les jeunes spécialistes en voie d'installation voudraient continuer à boire au biberon et bénéficier de la clientèle que le «conventionnement» Sécu assure.

Tous les culots... et toutes les mesquineries.

Mais trop, c'est trop ! Même dans les milieux médicaux, et hospitaliers évidemment, certains considèrent que c'est culotté de faire grève à l'hôpital, en se servant des malades, pour s'assurer ensuite une situation pécuniaire meilleure dans le «privé».

Ce mouvement des chefs de service et internes est vraiment celui d'une corporation dont la majorité des membres n'a d'yeux que pour son statut social et sa rémunération. D'une corporation bourgeoise d'esprit si ce n'est vraiment de moyens. D'une prétendue élite qui estime qu'elle mériterait des salaires (oh, pardon des «honoraires» !) plus élevés que les ouvriers. Et pourquoi au fait ? Parce que le monde du travail leur a déjà payé 10 ans d'études ?

Le monde des médecins, solidaire du monde du travail, pourrait mettre en avant des revendications et des perspectives plus généreuses, plus intelligentes et humaines. La Santé, dans la société bourgeoise, dans ce monde de la marchandise, est suffisamment malmenée pour qu'il y ait matière à toutes les réflexions, toutes les idées et toutes les ambitions et combats... plutôt que ces calculs d'apothicaires égoïstes que font aujourd'hui les chefs de services et internes.

Mais l'histoire a ses drôleries : le mouvement semble en train de souffrir, si ce n'est de mourir, du virus du corporatisme dont il est porteur... Les «chefs de clinique», la «crème» des internes, les leaders initiaux du mouvement, semblent de plus en plus partisans d'en finir avec la grève. Et pour cause : à eux et eux seuls, la Sécu a fait des promesses alléchantes et spécifiques... Alors tant pis pour les petits copains moins gradés ?

Quand on vous disait que le ver était dans le fruit !

Michelle VERDIER

Procès des accusés de la mort de Malik Oussekine

DES POLICIERS PRESQUE ORDINAIRES

Les voltigeurs au Quartier Latin, à l'époque de l'assassinat. (AFP)

Malik Oussekine vient d'être tué. (AFP)

Le procès des deux policiers, Garcia et Schmitt, accusés d'être responsables de la mort de Malik Oussekine dans la nuit du 5 au 6 décembre 1986, au Quartier latin, est commencé. D'emblée, le procureur général a tenu à préciser que ce procès *«ne sera pas celui de la police mais de deux hommes qui ont la particularité d'appartenir à la police»*. Nuance ! Ce qui n'empêche pourtant pas la police, sa hiérarchie, ses responsables et jusqu'au ministre (à l'époque Charles Pasqua), tout autant que ses troupes, d'être non pas au-dessus de tout soupçon comme voudrait le faire croire le procureur en question mais bien compromise jusqu'au cou dans la mort du jeune homme.

On se souvient des faits. A l'automne 1986, les étudiants manifestaient depuis le milieu de novembre contre un projet de loi, défendu par le ministre Devaquet, visant à réformer l'enseignement supérieur. C'était l'époque de la cohabitation, l'époque où Mitterrand, président, gouvernait sereinement avec Chirac comme Premier ministre et Pasqua comme ministre de l'Intérieur. Les manifestations étudiantes qui se succédaient troublaient pour la première fois depuis bien longtemps un climat social sans orage. Il fallait y mettre fin. Dans la soirée du 5 décembre, à la fin d'une manifestation qui tardait à se disperser, le Peloton des Voltigeurs Motorisés (PVM), envoyé en renfort des CRS, était lâché dans les rues du Quartier latin. Sur leurs motos tout-terrain, une quarantaine de policiers se lançaient ainsi à la chasse au manifestant. A l'avant, le pilote de la moto. A l'arrière, le cogneur, armé d'une longue matraque en caoutchouc, abattue sur tout ce qui bouge et passe à sa portée.

Au procès, le gardien de la paix Garcia reconnaît avoir poursuivi puis frappé Malik Oussekine alors qu'il s'abritait dans un hall d'immeuble. C'est illégal ? En tous les cas, précise Garcia, *«c'est ce qui se fait depuis des années, et sous les yeux de la hiérarchie»*... Heureusement que le procureur général avait précisé d'emblée que ce grand corps constitué qui s'appelle la police n'était pas en cause ici... Garcia n'était d'ailleurs pas le seul à cogner à coups de pieds et de matraques sur le jeune homme à terre. *«Je pense qu'on était deux ou trois»,* précise Garcia tandis qu'un habitant de l'immeuble relatait comment il ramassait le revolver du brigadier-chef Schmitt, l'autre accusé, non loin de la victime...

Aujourd'hui, Malik Oussekine est mort et seuls deux de ses agresseurs, seuls deux de ces voltigeurs sont sur les bancs des accusés avec d'ailleurs bien des chances de bénéficier de toute la compréhension et de l'indulgence de la justice. Pour en juger, il suffit de constater l'attitude de la cour qui a, d'emblée, décidé de les laisser en liberté tant elle reconnaît en eux des hommes de confiance... En fait, Garcia, fier d'appartenir à une unité *«qui est uniquement faite pour lutter contre les casseurs»* ainsi qu'il s'en vante, et Schmitt, le gradé modèle, noté presque 20 sur 20, ne sont que des policiers très ordinaires auxquels le gouvernement et sa justice peuvent en effet faire confiance : une fois payés, harnachés, casqués et armés, ils sont aux ordres pour cogner !

L.P.

HALTE AUX EXPULSIONS

L'incursion de la police dans les foyers des travailleurs immigrés devient quelque chose de plus en plus courant. Les policiers ne se contentent plus de guetter les immigrés à la sortie du foyer ou dans les bouches de métro, mais ils entrent carrément dans les foyers pour faire des contrôles de papiers. C'est ce qui s'est passé récemment dans un foyer de La Verrière.

Nombreux sont les travailleurs sans papiers qui sont immédiatement expulsés sans aucune formalité. Cela se passe sans grand tapage médiatique comme lors du fameux charter de Pasqua, mais la méthode Joxe n'a rien à envier à celle de Pasqua. Depuis le discours de Mitterrand sur *«l'arrêt de l'immigration»,* depuis qu'il a annoncé qu'il est pour l'application sévère de la loi contre l'immigration clandestine, la police de Joxe a, semble-t-il, repris du zèle.

A l'aéroport de Roissy, il y a en permanence un groupe de travailleurs accompagnés par la police, parfois les menottes aux poignets, pour y être embarqués. Théoriquement, selon la loi française, on n'a pas le droit de mettre quelqu'un dans l'avion sans son approbation. Alors, ceux qu'on escorte, les poignets dans les menottes comme des criminels, sont certainement des volontaires !

Mitterrand avait dit dans son discours qu'aucune expulsion ne serait effectuée sans que les victimes n'aient eu la possibilité de se défendre au tribunal. Tout devrait se faire *«dans la dignité»,* disait-il. Mais ce n'est pas le premier mensonge de Mitterrand. Il avait hypocritement critiqué la «loi Pasqua», mais la «loi Joxe» n'a rien de différent de celle de son prédécesseur. Elle est tout simplement plus hypocrite !

Extrait de **Le Pouvoir aux travailleurs,**
mensuel trotskyste de l'Union Africaine des Travailleurs Communistes Internationalistes

TERRORISTES EN UNIFORME

Gamma

Les locaux de "Globe" après l'attentat.

Parmi la quarantaine d'individus interpellés parce qu'impliqués dans une série d'attentats à la bombe, dont celui contre les locaux du mensuel anti-raciste *Globe* du 31 juillet 1988, il y quatre policiers. Ces derniers, qui viennent d'être inculpés d'association de malfaiteurs, seraient également parmi les responsables, la même année, de deux attentats racistes contre des foyers Sonacotra de travailleurs immigrés sur la Côte d'Azur, attentats ayant fait plusieurs victimes.

Tous les quatre sont membres du syndicat d'extrême-droite FPIP (et même deux d'entre eux sont à sa direction) et tous les quatre sont également membres du PNFE (Parti Nationaliste Français et Européen), un groupuscule de nazillons dont le chef est un ancien de l'OAS.

Difficile de dire si la police est un terreau favorable au développement des graines d'extrême-droite, ou si cette dernière représente un terrain de recrutement propice pour la police. En tout cas, la frontière entre l'une et l'autre est bien fragile... ainsi que les quatre policiers racistes et terroristes qui viennent d'être inculpés l'illustrent.

(AFP)

UNE PERTE POUR LE PS ET POUR L'ARMÉE

La cérémonie funèbre de Charles Hernu a été le symbole de sa vie : elle s'est déroulée à l'Eglise, sous la présidence d'un cardinal, avec un parterre très fourni en militaires. Il y avait bien entendu Mitterrand et de nombreux ministres. Hernu c'était bien le PS, le sabre et le goupillon ! Il y avait même les querelles de tendances puisque Fabius s'était vu interdire la cérémonie par la veuve...

Selon des journalistes, Hernu aurait incarné le rapprochement du PS avec l'armée. En réalité, il n'y avait jamais eu la moindre incompatibilité entre les deux. A l'époque de la guerre d'Algérie, l'armée coloniale avait parfaitement accompli sa sale besogne sous un gouvernement socialiste qui lui avait allégrement donné tous les pouvoirs en Algérie.

Par dessus le marché, lors de l'affaire du *Rainbow Warrior,* dans laquelle Hernu était tout de même largement compromis, il avait – grandeur et servitude militaires – accepté de jouer les «fusibles» en donnant sa démission.

Ce fut un bon militant socialiste, un modèle du genre.

Les fruits de la croissance

Alors que l'inflation a été de 3,6 % en 1989 officiellement, l'allocation des 310 000 chômeurs en fin de droit et celle des chômeurs en stages de formation ne seront revalorisées que de 2,8 %.

Ça n'empêchera pas les transports de province d'être augmentés de 3,5 % au 1er février comme cela vient d'être annoncé.

A quand le prochain discours de Rocard ou de Mitterrand sur un «meilleur partage des fruits de la croissance» ?

VIVE L'ÉGALITÉ

On vend de plus en plus de voitures de luxe en France. Pour un prix qui se situe de 600 000 F à 1 720 000 F, la vente des hauts de gamme, Mercedes, Rolls Royce, Jaguar, etc., l'augmentation est de 30 % en 1989. De même, on «bouffe» de plus en plus cher et les épiceries de luxe de la place de la Madeleine à Paris ne désemplissent pas, même au prix où est le caviar.

Cette expansion en entraîne une autre, visiblement : celle des «Restos du Cœur».

PAS DE «CADEAUX» POUR LES SMICARDS

Aux fonctionnaires mécontents et aux grévistes des impôts, le gouvernement avait lâché une «prime de croissance» exceptionnelle de 1 200 F. Encore plus exceptionnelle qu'on aurait pu croire, puisqu'elle souffre des exceptions à la règle en excluant de son bénéfice 200 000 agents des collectivités territoriales, parmi lesquels ceux dont le salaire est calculé sur la base du SMIC, comme les aides ménagères ou les assistantes maternelles, les vacataires, les CDD, etc.

Les fonctionnaires du haut de l'échelle, députés, préfets ou autres, la toucheront, eux. Et pourtant, s'ils ne l'avaient pas eue, vu leur paie, pas sûr qu'ils s'en seraient aperçus.

LES MILLIARDS QUI SE BALADENT

La France est devenue le troisième pays qui investit hors de ses frontières. Généralement sans créer d'emplois, mais pour racheter des entreprises existantes. Tout comme des capitalistes étrangers rachètent des firmes françaises.

Les milliards existent pour ce jeu de monopoly planétaire, mais pas pour donner 1 500 F de plus aux salariés !

PATRON FLINGUEUR

Un PDG d'une entreprise de 80 personnes, dans l'Isère, a tiré des coups de fusil en direction de syndicalistes de son entreprise qui distribuaient des tracts et voulaient procéder à l'élection de délégués et d'un CE comme c'est la loi. Il s'est même battu avec les gendarmes venus le désarmer, et les a traités de *«partisans du communisme»*. Heureusement il n'y a pas eu de blessés. Inculpé, il a cependant été laissé en liberté.

Belle indulgence pour cette «folie» qui consiste à se croire «patron de droit divin», un mal un peu trop répandu par les temps qui courent.

Vingt ans après

Dans une interview au *Figaro,* Silviu Brucan, l'un des principaux dirigeants du Front de Salut National roumain a donné son point de vue : *«Dans dix ans la vie sociale sera équilibrée. Mais pour la démocratie, il faudra attendre vingt ans».* Les Roumains, selon lui, confondent la démocratie avec l'anarchie. *«Dans certaines usines les directeurs ont été changés trois fois en trois semaines».*

Brucan est évidemment partisan d'une démocratie plus calme : avec des directeurs nommés une fois pour toutes, des députés élus pour quatre, cinq ou sept ans comme dans les régimes parlementaires occidentaux, et des ouvriers exploités leur vie durant. L'ordre bourgeois quoi. Appelé aussi le «Salut National»... que perturbent les tendances «anarchistes» des ouvriers roumains !

No Future

Le vent d'Est qui balaie les institutions paraissant les plus solides va-t-il frapper l'Angleterre ? Les sujets britanniques semblent en avoir soupé de sa gracieuse majesté.

Ils trouvent que la monarchie coûte bien cher (pour ce que ça rapporte...) et les trois quarts voudraient qu'Elisabeth II paye ses impôts comme tout le monde.

40 % des Britanniques doutent que l'héritier de la couronne, le prince William, accomplisse son destin et monte un jour sur le trône. William, le prince qu'on sort ?

Mais si les Anglais se débarrassaient d'Elisabeth II et de la Reine-mère, il leur resterait encore Margaret Thatcher. On comprend leur ras-le-bol.

LE GOUROU NE S'ÉTAIT PAS GOURÉ

Un gourou, le plus grand du monde à ce qu'il paraît, vient de s'éteindre, en Inde. Littéralement d'ailleurs, car son corps a été brûlé. Adoré par d'innombrables disciples, il aurait fini par amasser un milliard de dollars et il laisse, entre autres babioles, 91 Rolls-Royce.

Lui avait certainement «trouvé la voie», la sienne, celle qui permet de vivre des infinies largesses de la crédulité des croyants. Il n'était guère différent de ses milliers de semblables, marabouts, devins, prophètes, petits et grands prêtres d'un tas de religions qui quadrillent tous les continents, de l'Afrique à l'Europe, de l'Amérique à l'Asie. Tous n'ont pas pignon sur rue comme le Vatican ou les ayatollahs de Téhéran. Mais le marché est large et porteur...

Reste un problème tout de même : 91 Rolls, qu'est-ce qu'il en faisait ?

ATOME GO HOME

15 000 personnes ont manifesté à Angers contre le projet de stocker des déchets radio-actifs dans un village voisin, qui compte en ce moment 800 habitants et... 300 gardes mobiles. Bonjour l'ambiance !

Les responsables qui vantent le nucléaire n'avaient pas averti l'opinion qu'il faudrait un jour accueillir les déchets. Ce n'est pas si dangereux que ça, paraît-il. Alors qu'ils se les gardent chez eux.

Gamma

LA RETRAITE EN QUESTION

«Dans vingt ans le système va sauter» avait déclaré Rocard au Forum de *L'Expansion* le 11 janvier, devant un parterre de patrons, en parlant de la retraite. Et quelques jours après, Périgot, le patron des patrons, dirigeant du CNPF, lui avait fait écho en disant qu'il ne voulait pas qu'on rende le patronat responsable de l'inquiétude des gens «qui vont prendre leur retraite ou d'une mise en cause de la retraite à 60 ans».

Le problème, on l'avait deviné, est une affaire d'argent. Mais pas seulement pour dans vingt ans, aussi surtout dans l'immédiat.

En avril 1983, après avoir instauré la retraite à 60 ans, le gouvernement de l'époque s'était engagé pour sept ans, c'est-à-dire jusqu'en fin mars 1990, à payer le surcoût occasionné par cette mesure aux caisses de retraites complémentaires.

Les sept années ayant passé, le gouvernement, par l'intermédiaire d'Evin, ministre des Affaires Sociales, avait annoncé depuis quelques mois déjà qu'il ne renouvellerait pas son engagement à payer ce surcoût à l'avenir de l'ordre de 13 milliards par an.

Alors qui faire payer ? En partie l'UNEDIC, comme c'est déjà le cas, mais ça ne suffit pas. Le patronat, par la bouche de Périgot, fait savoir qu'il n'avait pas du tout l'intention de mettre la main à la poche et que c'était au gouvernement de se débrouiller. Le dirigeant du CNPF a d'ailleurs déclaré que les Français doivent pouvoir prendre leur retraite *«quand ils ont suffisamment accumulé par leur travail de droits pour ne pas faire payer les autres plus que normalement»*. Un langage qui ne contredit pas les appels publicitaires à l'épargne dite «populaire», les «PEP» ou autres, promue par le ministre des Finances, Beregovoy, lui qui voudrait engager les salariés à mettre de l'argent de côté pour leurs vieux jours, et à ne pas se contenter de compter sur les cotisations qu'ils payent déjà aux différentes caisses de retraites.

L'art de boucher les trous... en tapant dans la poche des travailleurs

Si les patrons pas plus que le gouvernement ne veulent payer, comme ils le claironnent bien fort aujourd'hui, qui d'autre pourrait bien payer ? Devinez...

Ces autres, il y a différentes façons de les faire passer à la caisse. Ces façons peuvent être utilisées séparément ou ensemble. Et dans un passé récent, on nous a déjà fait goûter un peu à toutes les sauces. On peut diminuer les pensions, ou augmenter les cotisations, ou augmenter le nombre de trimestres donnant droit à la retraite pleine et entière, ou encore reculer carrément l'âge officiel de la retraite.

Reculer l'âge de la retraite, ce n'est pas vraiment l'objectif des patrons, eux qui licencient déjà bien avant 60 ans, systématiquement à 55 ans, parfois 50 ans voire même 45 ans. Les «vieux au boulot», pour le moment, ça ne les intéresse pas trop, en tout cas pas lorsqu'il s'agit d'ouvriers en production. Par contre ils ne verraient pas d'inconvénients à ce qu'on rallonge le temps de cotisation des salariés, ni le taux, ce qui s'est d'ailleurs fait encore il n'y a pas longtemps, diminuant d'autant la paye des travailleurs sans augmenter la part patronale. Les patrons n'ont rien vu à redire non plus lorsqu'on s'est mis à faire cotiser à la Sécurité sociale les retraités. Un peu d'abord sous un gouvernement de droite, en totalité ensuite sous un gouvernement de gauche, diminuant d'autant les pensions des vieux. Et si demain on baissait encore les pensions en invoquant le trou grandissant, sûr qu'on n'entendrait pas le patronat protester.

Autre moyen de boucher le trou de la caisse retraite de la Sécurité sociale, déjà utilisé à répétition, c'est la retenue fiscale spécifique, telle celle de 0,4% sur l'impôt sur le revenu, que l'on paye en plus, et que le gouvernement envisage de pérenniser. Pour recourir à cette augmentation, il faut mettre la population en condition, et Rocard s'y emploie en prédisant tous les malheurs pour dans vingt ans.

Ne pas confondre chômeur avec retraité

La décision de porter la retraite à 60 ans a créé un problème réel de financement pour les caisses de retraite. Elle n'était pas le fruit de l'aboutissement d'une lutte des travailleurs, obligeant le patronat à faire des concessions à une aspiration légitime. Elle n'était qu'une mesure démagogique prise par un gouvernement de gauche pour masquer le chômage, un problème auquel aucun remède n'était porté.

Or plus il y a de chômage, moins il y a de cotisants. Et comme en plus le chômage fait baisser les salaires, il entraîne encore un abaissement des rentrées dans les caisses de retraite, celles de la Sécurité sociale comme celles des retraites complémentaires. Cette baisse s'est produite en même temps que - l'évolution pendant les années de prospérité aidant - la moyenne d'âge dans le pays augmentait, et le nombre de retraités avec. En vingt ans, le nombre de personnes de plus de 60 ans est passé de la proportion de un sur six à un sur cinq. Il y a aujourd'hui 10,5 millions de plus de 60 ans, et si l'on en croit les prévisions, il y en aurait 20 millions en 2025. Le problème c'est que la proportion d'actifs diminue, les jeunes acculés au chômage travaillant de plus en plus tard, et les autres étant licenciés de plus en plus jeunes.

Retraite par «répartition» ou retraite par «capitalisation» ?

Le système de retraite en France, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, s'est généralisé sur la base du principe de la «répartition». C'est-à-dire que ce sont ceux qui travaillent qui payent pour ceux qui sont en retraite. Mais on voudrait maintenant nous convaincre, comme le font Périgot ou Bérégovoy, d'en revenir au système de la retraite «par capitalisation», où chacun individuellement s'assurait tout ou partie de sa vieillesse en mettant de côté une partie de sa paye. Des générations de travailleurs qui, jusqu'en 1939, avaient ainsi épargné pour leurs vieux jours s'étaient vus ruinés par l'inflation et l'érosion monétaire totale de leurs pensions et complètement sans ressources, au moment où ils ne pouvaient plus travailler.

Aujourd'hui dans certains pays comme aux Etats-Unis, la plupart des retraites fonctionnent sur le principe de la «capitalisation» et non sur celui de la «répartition». Mais pour maintenir ou tenter de maintenir la valeur des sommes mises de côté, les caisses de retraite qui les collectent, jouent leurs avoirs sur les marchés financiers et vont d'un placement à un autre. C'est ainsi que les retraités risquent moins directement d'être victimes de l'inflation... et plus sûrement des krachs boursiers.

Cette épargne pour la retraite garantit plus sûrement un apport de capitaux et des bénéfices pour les financiers, que des jours tranquilles aux travailleurs âgés.

Merci alors pour les conseils de Bérégovoy et de Périgot. S'il nous reste du «PEP», ça ne sera pas pour aider nos exploiteurs à nous tondre la laine sur le dos, mais pour envoyer à la retraite, ou plutôt à la casse, leur vieille société d'exploitation.

Louis GUILBERT

LES GRANDES MANŒUVRES DE GORBATCHEV

L'intervention militaire soviétique en Azerbaïdjan a pu apparaître un moment comme un tournant dans la politique de Gorbatchev.

Hier homme de dialogue, devient-il celui de la force à l'égard des forces nationalistes centrifuges ? L'explosion des conflits nationalistes à la périphérie de l'URSS sonne-t-elle le glas de la pérestroïka ?

Difficile de faire un pronostic pour l'avenir (et Gorbatchev n'en est sans doute pas plus capable que quiconque) ; mais pour l'heure, malgré l'engrenage dramatique de la situation au Caucase, la position de Gorbatchev ne semble pas être vraiment ébranlée.

Tout d'abord, ce n'est pas la première fois que le pouvoir central soviétique sous Gorbatchev utilise la force à l'égard des nationalistes. Il y a deux ans, Gorbatchev avait envoyé l'armée et ses chars occuper Erevan, en Arménie, lors des manifestations de masses arméniennes revendiquant le rattachement du Haut-Karabakh. Un an plus tard, après le tremblement de terre, il n'hésita pas non plus à emprisonner tous les dirigeants nationalistes arméniens du «Comité Karabakh». La force, l'armée l'a utilisée aussi en Géorgie il y a seulement neuf mois, lors du massacre de Tbilissi.

Même à l'égard des nationalistes des pays Baltes, Gorbatchev utilise simultanément le langage de la conciliation et celui de la menace. L'intervention de l'armée à Bakou, quant à elle, à défaut de pouvoir vraiment régler le conflit entre Arméniens et Azéris, s'est aussi voulue une démonstration de force pour l'exemple, à l'égard des velléités centrifuges dans les pays Baltes, en Géorgie, voire en Ukraine ou ailleurs.

L'intervention militaire en Azerbaïdjan n'exclut d'ailleurs pas la recherche d'un compromis avec les nationalistes azéris. Malgré l'état d'urgence décrété à Bakou, l'armée d'occupation ne s'est pas opposée aux manifestations de masses azéries de lundi (peut-être n'avait-elle guère le choix).

Du côté azéri, malgré la menace de sécession si l'armée soviétique ne quittait pas Bakou dans les deux jours, il y a sans doute aussi recherche de compromis : des «pourparlers de paix» entre nationalistes arméniens et azéris ont eu lieu mardi dernier à la frontière des deux républiques, sous l'égide d'un général soviétique, et un cessez-le-feu de principe a d'ailleurs été signé depuis. Au sein même du Front populaire azéri (qui a ses ultras et ses modérés), il n'est pas certain que la menace de proclamer un Etat indépendant soit autre chose qu'un défi. Les nationalistes azéris ne trouveraient pas que des avantages à l'indépendance. Pour l'heure, malgré les incidents qui continuent avec la troupe d'occupation, les parlementaires azéris ont repoussé leur ultimatum. Par ailleurs, bien que les dirigeants du Front populaire azéri aient déclaré *«passer à la clandestinité»*, des négociations «discrètes» se dérouleraient avec le pouvoir soviétique.

Il y a de la partie de poker, dans l'affrontement qui vient de se dérouler entre Azéris et Arméniens d'une part, entre les dirigeants nationalistes azéris et le pouvoir central soviétique de l'autre, une sale partie de poker où la mise est sanglante de part et d'autre.

Jusqu'à présent, Gorbatchev a assuré sa position à la tête de l'URSS non pas seulement en s'appuyant sur une fraction de l'appareil d'Etat soviétique, comme avait pu le faire Krouchtchev lors de la déstalinisation il y a 30 ans, mais en n'hésitant pas au moyen de la pérestroïka et de la glasnost, à laisser paraître et à libérer des forces sociales antagonistes. C'est en s'appuyant simultanément ou alternativement sur elles, en jouant les unes contre les autres, qu'il a maintenu son propre équilibre jusqu'à présent. C'est la force comme le côté périlleux de sa position.

Seulement, cette position est solide tant que les forces en présence se montrent, se font face peut-être, mais n'en arrivent pas à l'épreuve de force ouverte, avec un gagnant et un perdant. La position de Gorbatchev pourrait tout aussi bien s'effondrer si une république (puis une deuxième, et une troisième...) rompait effectivement, à chaud, avec l'Union, emportait son indépendance par la force. On pourrait alors assister à un processus de dislocation de l'URSS que Gorbatchev serait incapable de contrôler? Son propre pouvoir à la tête de l'appareil d'Etat soviétique n'y résisterait sans doute pas.

C'est pourquoi, d'ailleurs, Gorbatchev utilise simultanément et alternativement le dialogue et les démonstrations de force, *«la sagesse»* et *«la poigne»* comme dit si bien le Vatican... Il est vrai que dans ce domaine Gorbatchev n'a pas tout inventé. Les chefs d'Etat des pays impérialistes ont une vieille expérience en la matière.

Huguette CHEVIREAU

L'INTERVENTION EN AZ

Manifestation à Bakou le 13 janvier.

Osval / Gamma

Un Azéri tient le portrait de Gorbatchev rayé et à l'envers, sous le blason de la R.S.S. d'Azerbaïdjan.

Osval / Gamma

Tout est possible bien sûr. Et tout dépend aussi ce qu'on entend par là.

La Grande-Bretagne s'est résolue au lendemain de la Seconde Guerre mondiale à accorder l'indépendance à ses colonies, mais a gardé le Commonwealth. La France qui s'est accrochée plus longtemps à maintenir sa tutelle, a gardé de moins beaux restes...

Bien sûr, les rapports de subordination entre l'URSS et ses républiques périphériques ne sont pas de la même nature que ceux des vieux pays impérialistes avec leurs colonies d'outremer. Par contre l'Azerbaïdjan est au pouvoir central soviétique un peu ce qu'est l'Irlande à l'Angleterre, comme les pays Baltes font penser au pays basque où à la Catalogne par rapport à l'Espagne. Et ce qu'on découvre aujourd'hui c'est que les relations de subordination nationales en URSS sont aussi empoi-

LES RÉS PUIS DÉ

Le pouvoir central soviétique est-il en situation d'engager en Azerbaïdjan une guerre d'occupation ? C'est à voir.

En tout cas, la semaine dernière, lorsque l'état-major de l'armée soviétique a voulu mobiliser les réservistes pour les envoyer en renforts auprès de l'armée professionnelle en Azerbaïdjan, les choses ne se sont pas passées facilement.

D'après le correspondant à Moscou du journal *Le Monde*, Bernard Guetta, *«dans le sud de la fédération de Russie, plusieurs dizaines de milliers de personnes étaient descendues dans la rue vendredi. Des banderoles proclamaient : «Rendez-nous nos enfants !», «Pas de nouvel Afghanistan !».* Rappelés mercredi, les réservistes ont été renvoyés chez eux dès le vendredi, rapporte le journaliste, qui décrit la scène telle que l'a montrée un reportage de la télévision soviétique dimanche soir : *«Rigolards, débraillés dans des uniformes trop grands ou trop petits, cheveux dépassant de*

MILITAIRE SOVIÉTIQUE

RBAÏDJAN

(AFP) **Des civils arméniens en arme à Erevan, sous les yeux des militaires soviétiques.**

sonnées que celles qui existent en Occident.

A terme, Gorbatchev n'est pas forcément opposé à accorder aux républiques périphériques de l'URSS non seulement une large autonomie politique, mais même le droit effectif à la séparation. A condition bien sûr, de pouvoir contrôler le processus de séparation, d'en définir les voies, et des modalités qui préservent ne serait-ce que certains liens économiques avec l'URSS. A condition, là aussi, qu'il s'agisse plus d'une indépendance octroyée progressivement d'en haut, que cédée à chaud, aux conditions les plus périlleuses pour le pouvoir central.

De leur côté, les nationalistes de ces différentes républiques sont pour certains prêts à utiliser la force (on a vu comment au Caucase), mais ne sont pas pour autant des révolutionnaires, et peuvent être, eux aussi, intéressés au compromis offert par le Kremlin.

En réalité, ces gens qui aujourd'hui font de la surenchère nationaliste, aussi bien au Caucase que dans les pays Baltes, sont bien souvent les anciens bureaucrates protégés du Kremlin qui faisaient peser la dictature centrale sur les populations locales. A partir du moment où l'on donnait des libertés à la population, ils pouvaient être les premiers à en faire les frais (on a vu comment les choses se sont passées en RDA ou en Tchécoslovaquie...). Il leur a fallu prendre de vitesse les aspirations populaires, et ils ont vite basculé du côté du nationalisme. C'était le moyen de se donner une base sociale avant d'être limogés. C'était un moyen en somme de garder leurs anciennes prérogatives comme leur pouvoir. Quant à savoir ce qui pourrait advenir de leur propre pays séparé de l'URSS, c'est peut-être une question qui est au dernier rang de leurs préoccupations actuelles...

Mais les surenchères nationalistes ont leur propre logique. Et ces républiques pourraient effectivement se séparer de l'URSS.

Evidemment, au final, que les choses se passent brutalement ou de façon progressive et plus ou moins contrôlée dans le cadre de la perestroïka, cela signifierait une évolution analogue à ce qui se passe aujourd'hui en Europe centrale. Ces nouveaux régimes nationalistes retrouveraient la liberté de renouer pour le meilleur espèrent-ils, mais peut-être aussi pour le pire, avec le marché capitaliste. Mais ce pourrait être la forme que pourrait prendre le retour au capitalisme en URSS, comme la mise en selle de bourgeoisies nationales, y compris les plus réactionnaires.

L'ARMÉE N'EST INTERVENUE QU'APRÈS LES POGROMS

Officiellement, l'armée soviétique est intervenue en Azerbaïdjan pour s'interposer entre ceux qui s'entretuaient, pour venir au secours des Arméniens, victimes des pogroms...

Cela, c'est la version officielle. La version optimiste et bienveillante sur les motivations du pouvoir central soviétique.

La réalité est un peu différente. Il y a deux ans, lors des pogroms anti-arméniens de Soumgaït, cette ville industrielle proche de Bakou, la police avait laissé faire. Quant à l'armée soviétique, elle avait attendu patiemment que les pogroms prennent fin, pour venir aider à l'évacuation des Arméniens terrorisés. Il y eut des dizaines de milliers de réfugiés arméniens quittant l'Azerbaïdjan. A l'inverse, des dizaines de milliers d'Azéris habitant le Haut-Karabakh et l'Arménie, furent évacués de la même façon vers l'Azerbaïdjan. C'est ainsi que les réfugiés azéris se sont entassés à Bakou dans des conditions misérables, le plus souvent au chômage.

Ce sont ces malheureux qui ont servi de masse de manœuvre lors des derniers pogroms : des dirigeants nationalistes leur ont fait caresser l'espoir d'occuper les appartements des Arméniens (et accessoirement ceux des Juifs et des Russes...) chassés et évacués de Bakou...

Cette fois-ci aussi, avant même l'intervention militaire proprement dite et l'envoi de 11 000 hommes, l'armée soviétique sur place n'a servi qu'après coup, pour l'évacuation des victimes et de ceux qui pouvaient l'être. Le pouvoir soviétique tolère les pogroms, laisse les satrapes locaux asseoir leur propre pouvoir sur ce genre d'exactions, et déplace ensuite les populations terrorisées. Une bonne façon d'entretenir la haine et le désir de vengeance, sans protéger qui que ce soit au moment où il le faudrait.

Sous le "socialisme dans un seul pays", le vieux fatras des oppressions et des rivalités nationales

En 1917, Lénine et les bolcheviks russes avaient appelé les peuples opprimés par le nationalisme «grand-russe» (comme on disait alors) à se soulever et se libérer de la tutelle tsariste. Ce qui contribua à la victoire de la révolution ouvrière russe.

Les bolcheviks, au lendemain de la révolution d'octobre, laissèrent ces peuples libres de s'organiser en républiques, régions autonomes ou confédérations, leur donnant le droit de se séparer, car, selon l'expression de Lénine, ils ne voulaient en aucun cas *«leur imposer même l'amitié»* de la Russie révolutionnaire, mais leur prouver que celle-ci n'avait rien à voir avec *«cette prison des peuples»* qu'était la Russie des tsars.

C'est que les bolcheviks russes regardaient vers l'avenir, c'est-à-dire la révolution mondiale. Jamais ils ne prétendirent faire le bonheur des peuples malgré eux, ni imposer un quelconque socialisme national, surtout russe, à des peuples qui ne connaissaient des Russes que l'oppression de plusieurs siècles.

Après les années révolutionnaires, Staline prétendit construire en URSS «le socialisme dans un seul pays» et mit sous la même férule dictatoriale les peuples qu'avait opprimés le tsar.

En fait de socialisme dans un seul pays, c'est une seule et même dictature sur tous les peuples de l'URSS qui s'est exercée pendant des décennies.

Le prétendu socialisme dans un seul pays, c'était renoncer à la révolution mondiale, replier l'URSS sur ses frontières, et par la force des choses se replier aussi sur les vieilles méthodes oppressives du passé.

Aujourd'hui on découvre brutalement de quoi il retournait.

L'oppression et les rivalités nationales, les différences de développement entre les peuples, ne se sont guère atténuées. Les problèmes nationaux réapparaissent aujourd'hui pratiquement au même point où les révolutionnaires internationalistes de 1917 les avaient trouvés, quand ils affrontaient le tsar et les puissances impérialistes.

RVISTES MOBILISÉS, IOBILISÉS...

sous le casque, ces soldats d'un jour riaient aux éclats, esquissaient quelques bras d'honneur derrière leurs sous-officiers chahutaient, et l'on n'en finissait plus de répéter à l'écran qu'ils étaient déjà, à cette heure, rentrés chez eux ou en route. C'est qu'il fallait rassurer, calmer les villes où l'on avait été les chercher, car, dans l'une d'entre elles au moins, Krasnodar, les manifestations de protestations avaient pris une ampleur inquiétante». (Le Monde daté du 23 janvier).

(AFP) **A Yeraskavan, un village arménien du Nakhitchevan, siège de violents combats. Ces soldats soviétiques, à l'abri derrière un camion, s'ils ne sont pas réservistes, sont plutôt réservés.**

Non seulement les manifestants de Krasnodar réclamaient le retour des rappelés, mais ils exigeaient *«que soient publiés les noms de ceux qui avaient pris la décision d'utiliser les réservistes, que soient jugés pour atteinte aux droits de l'homme ceux qui les avaient envoyés chercher la nuit».*

Quant au moyen de résoudre le conflit entre nationalistes arméniens et azéris, les représentants des manifestants de Krasnodar proposaient l'attitude suivante : *«Que le Soviet suprême de l'URSS somme les Soviets suprêmes d'Arménie et d'Azerbaïdjan de négocier un compromis, faute de quoi les deux Républiques seraient... exclues de l'Union» !*

Gorbatchev, lui, a préféré laisser les affrontements du Caucase s'envenimer, puis a fait donner l'armée pour montrer qu'il maintiendrait de force la république d'Azerbaïdjan dans l'Union (que les autres républiques périphériques de l'URSS se le tiennent pour dit !). Résultat, au Caucase les nationalistes ennemis se sont retournés d'un même mouvement contre le pouvoir central soviétique.

Le *«Mouvement national arménien»* d'Erevan (la capitale de l'Arménie) s'en est pris à *«la violation des droits souverains des Azerbaïdjanais par l'armée rouge» !*

Quant au soviet d'Azerbaïdjan, il s'est payé le luxe de menacer le pouvoir central de sécession s'il ne retirait pas ses troupes...

Reste à savoir si les dirigeants nationalistes si prompts à parler des droits des peuples à la sécession, seront les uns aussi démocrates qu'ils voudraient que Gorbatchev le soit, et les autres aussi prêts à assumer tous les inconvénients d'une sécession.

Delachaux (Gennevilliers - 92)

GRÈVE CONTRE UN LICENCIEMENT

Depuis la grève de mars-avril 1989, la direction n'a eu de cesse de se débarrasser des «meneurs» – en fait de tous ceux qui avaient eu l'audace de lever le drapeau de la révolte contre ce petit patron de combat.

Après avoir licencié les uns après les autres quatre anciens grévistes sous des prétextes divers, jeudi 18 janvier, elle s'en est pris à un ouvrier de l'Entretien, ancien animateur du comité de grève, par ailleurs connu pour son activité à la CGT.

Mais cette fois-ci, la direction a recouru aux grands moyens pour se débarrasser de notre camarade. C'est en effet à la suite d'un incident, provoqué sans raison apparente par un ouvrier embauché sous contrat depuis deux mois, que notre camarade a été accusé de complicité et mis à pied avant licenciement.

Après s'être assuré que notre camarade était dans les parages cet individu a brusquement brisé la vitre d'une voiture de la direction avant de disparaître mystérieusement sans rien dire à personne. Immédiatement des membres de la direction qui prétendaient avoir tout vu accusèrent notre camarade de «sabotage»... Etrange coïncidence !

Depuis nul n'a revu l'individu responsable de cet incident. Après deux mois de présence, les travailleurs de son secteur ne savent rien de lui. Mais il apparaît en revanche qu'avant son entrée chez Delachaux, cet individu, qui s'était fait remarquer en posant trop de questions sur le fonctionnement de la section CGT, occupait la fonction d'«agent d'intervention» dans une société spécialisée dans la sécurité des entreprises...

Bref, s'il ne s'agit pas d'un coup monté, ça y ressemble à s'y méprendre ! Et c'est bien ainsi que l'ont ressenti les travailleurs de l'atelier des Roues, le secteur du camarade licencié, en débrayant sur le champ pour le reste de la journée du jeudi.

Le lendemain, le débrayage s'est transformé en grève, à l'appel de la section CGT. Pendant une partie de la journée les soixante-dix grévistes, pour la plupart des Roues, ont défilé dans l'usine essayant d'entraîner les ouvriers des autres secteurs dans le mouvement. Ils ont rencontré une sympathie certaine, même de la part de la petite maîtrise, chose inhabituelle chez Delachaux. De la sympathie mais pas assez de confiance dans la force collective des travailleurs pour que d'autres se joignent au mouvement.

Se sentant isolés, les grévistes ont finalement repris le travail le lundi après-midi, non sans avoir manifesté une dernière fois leur refus du licenciement en manifestant devant la direction du personnel.

Quoiqu'il en soit, cette grève est une première chez Delachaux. Personne ne se souvient d'un licenciement ayant suscité une telle riposte à l'usine. Pour certains participants, non-grévistes en mars-avril, c'était même leur première grève. Et dans l'ensemble tous sont satisfaits d'avoir marqué le coup de cette façon.

Au cas où la direction aurait eu des illusions sur l'efficacité de ses basses manœuvres, cette grève et l'état d'esprit de ceux qui l'ont faite sont là pour montrer que la résignation n'est toujours pas revenue chez Delachaux.

Correspondant LO

Thomson Tubes Electroniques (Vélizy - 78)

LES DÉBRAYAGES CONTINUENT

Les débrayages se poursuivent à Thomson Vélizy sans que la situation ait beaucoup évolué en douze jours, après un léger recul de la direction sur la date des congés payés. Les deux autres revendications (les ponts payés sans conditions et 1 500 F d'augmentation des salaires) restent toujours sans réponse et, bien qu'il y ait un peu moins de monde aux assemblées générales, elles regroupaient encore plus de 300 personnes en début de semaine, un tiers de l'entreprise.

Voyant que le mouvement ne progressait pas, la direction a durci sa position et claqué la porte au nez des syndicats, leur déclarant qu'elle les recevrait... plus tard ; et déjà, vendredi 19, se croyant en position de force, elle avait annoncé par note de service qu'elle mettait la reprise du travail comme préalable à toute négociation, ce qui avait eu pour effet immédiat d'arrêter pour ainsi dire tout travail, chacun commentant ces notes.

Elle tente aussi de regonfler ses troupes, mais comme le directeur parle aux agents de maîtrise avec le même mépris qu'il affiche envers nous, le résultat, là non plus, n'a pas été à la mesure de ses espérances : trois chefs de plus ont rejoint les grévistes le lundi matin.

Par ailleurs, un travailleur a reçu lundi 22 janvier une lettre le menaçant de *"sanctions disciplinaires"* pour *"manque de travail depuis le... 15 janvier"*, quatre jours après le début de la grève ! D'autres du même genre risquent de suivre.

Ainsi, la direction confrontée à des mouvements de débrayages limités provoque les travailleurs. Elle frappe en espérant que nous n'irons pas au-delà des actions en cours, c'est-à-dire que nous ne sommes pas décidés à passer de débrayages limités à une grève totale.

Les syndicats, qui continuent à prôner la tactique des débrayages partiels et sectoriels, n'ont proposé en réponse à l'attitude de la direction, qu'une pétition. Pour eux, notre grève "acculerait" la direction, elle lui "fait mal", et sa forme nous permettrait de tenir plus longtemps.

Comme si l'objectif était de tenir longtemps et non pas d'avoir satisfaction ! Et force est de constater que si la direction a un peu reculé, le deuxième jour, quand nous étions tous ensemble, depuis que nous débrayons en ordre dispersé, elle n'a rien cédé de plus.

Correspondant LO

Barton et Guestier (Blanquefort - Bordeaux)

QUAND LA DIRECTION VEUT RÉGLER SES COMPTES

Barton et Guestier est une usine d'embouteillage qui emploie 230 salariés. C'est une filiale du trust canadien Seagram qui est n° 1 mondial dans les vins et spiritueux.

Le «degré» des profits y est très élevé : 15% d'augmentation annuelle des bénéfices en moyenne. Ainsi en 1989, ce sont 7 000 F net que les actionnaires ont empoché chaque mois sur chaque salarié : ce n'est plus du pinard mais de l'or liquide que l'on met en bouteilles ! Bon an, mal an, dans les 2,5 millions de caisses surtout à l'exportation. Bonjour les dollars...

En 1986 déjà, la direction avait licencié 20 personnes et en juin 1989, elle a annoncé une nouvelle restructuration économique. Projet : 13 licenciements et 27 millions d'investissements de francs lourds afin d'augmenter la production de 50% d'ici 5 ans.

Parmi les 13 licenciés, figuraient 4 délégués dont 3 délégués du syndicat «Démocratie Ouvrière», qui avaient été les principaux animateurs de la «grève du Beaujolais» de novembre 1988, que le patron n'avait pas digérée puisqu'il avait dû accorder 400 F d'augmentation mensuelle. Et depuis il attendait l'occasion de prendre sa revanche.

Dès juin, s'était constitué un «Comité de lutte contre les licenciements» qui a fait circuler une pétition signée par près de 120 personnes, soit 90% du personnel en production.

Les licenciements, dont 2 FNE, étaient annoncés mais pendant des mois ils n'ont pas été effectifs. A la suite de pressions de toutes sortes, le patron a contraint au «reclassement» dans d'autres entreprises 3 des 11 licenciables et au «départ volontaire» 6 autres travailleurs qui ne figuraient pas sur la liste. Si le seul mobile du patron avait été de supprimer 13 emplois, c'était quasiment fait. Mais c'était un secret de Polichinelle qu'il voulait surtout se débarrasser des délégués de «Démocratie Ouvrière». Et le mardi 15 janvier, lors d'une réunion exceptionnelle du CE, la direction annonçait 6 licenciements (réduits à 5 à la suite d'un nouveau départ volontaire). Et parmi les 5, 3 délégués du personnel !

Dès le lundi 14, une assemblée de 50 travailleurs s'était tenue pour protester contre les licenciements. Si l'ambiance n'était pas à la grève, les travailleurs n'en étaient pas moins solidaires de leurs camarades. Ainsi le 17 janvier lorsque le nouveau directeur, arrivé de New York pour les étrennes, a cru bon de réunir l'ensemble du personnel pour expliquer la *«stratégie de Barton face à la concurrence impitoyable»*, il n'a eu que quelques cadres pour l'applaudir. Des travailleurs ont préféré applaudir l'intervention de deux membres du Comité de lutte qui ont dénoncé son baratin et les licenciements.

Alors, rien n'est joué et il n'est pas dit que le patron va réussir son mauvais coup et puisque le directeur a dit qu'il *«fallait muscler l'image de marque de Barton et Guestier»*, nous allons nous y employer !

LA DIRECTION RAIDIT SON ATTITUDE MAIS LA GRÈVE CONTINUE

(LO)

C'est encore par milliers que ce mercredi 24 janvier les employés de la BNP, auxquels se sont joints près de 1500 employés des autres banques, ont manifesté dans le centre de Paris, là où se trouvent à peu de distance le siège de la BNP, ceux du Crédit Lyonnais, de la Société Générale ainsi que le siège de l'AFB, le syndicat du patronat bancaire.

En tête de la manifestation se trouvait bien sûr la banderole signée *Tâche d'huile,* du nom du tract quotidien diffusé par le Comité de grève des Centraux. A côté d'elle figurait celle du Comité de grève des agences portant mention du soutien de tous les syndicats.

Des slogans enthousiastes, des chansons drôles, la reprise unanime du traditionnel *«Nous voulons, nous aurons 1500 F».* Les grévistes de la BNP donnaient partout le ton dans ce cortège où les sigles syndicaux se faisaient relativement discrets.

Cette discrétion apparente des appareils syndicaux a toute une histoire et des raisons différentes selon les syndicats.

La CGT, pour sa part, semble avoir tiré des leçons du passé et évite de se montrer frileuse vis-à-vis des comités de grève, des coordinations. Elle préfère en passer par la participation ou la collaboration avec ce type de structure pour mettre en avant des mots d'ordre comme les 1500 F qui, sinon, pourraient passer comme la simple application de ses axes de propagande habituels. Cela lui a permis de ne pas prendre à rebrousse-poil la méfiance d'un grand nombre de grévistes à l'égard des appareils syndicaux.

Quant aux autres centrales, elles se sont très vite déconsidérées aux yeux des grévistes des Centraux (Barbès surtout) en s'opposant aux 1500 F et en ne se ralliant à la grève de 24 heures reconductible que très tardivement et en paroles. Sans compter que, de son côté, la Fédération FO a joué un très sale coup aux grévistes et aux militants locaux en signant un accord salarial dérisoire à l'échelle nationale tandis que la CFDT, en ce qui la concerne, a fait des avances à la direction pour signer sur un petit vingt points avec un paiement partiel des jours de grève (voire moins). La «bande des quatre» (CFDT, FO, CFTC et SNB) n'est pas très populaire à Barbès, et c'est indiscutablement un signe de santé des grévistes.

Parmi les agences, le Comité, soucieux de préserver contre vents et marées l'unité syndicale, se place finalement bien souvent en situation de composer, d'amoindrir tout ce qui dans l'attitude de ces syndicats est un piège pour les grévistes. Et c'est sans doute là une des faiblesses du mouvement à l'heure actuelle.

Pour le moment, le problème bien sûr, est de faire en sorte que de plus en plus d'employés de la BNP rejoignent la grève de 24 heures reconductible pour les 1500 F, les 6500 F à l'embauche et le paiement des jours de grève.

C'est l'extension du mouvement sous cette forme qui peut faire reculer la direction. Et le fait que le chantage de la direction de la BNP, qui a repris lundi ce qu'elle avait cédé le dimanche sous prétexte que le travail n'a pas repris, n'ait pas cassé le mouvement est un signe de la détermination des grévistes.

UNE SEMAINE ANIMÉE

Après la manifestation du 18 janvier devant le ministère des Finances, les grévistes avaient un fier moral. Le lendemain il y avait plus de monde aux assemblées générales (500 à Barbès) et plus de grévistes. Et quand la direction a fait savoir qu'elle ouvrait immédiatement les négociations, il y a eu un espoir. Pas de la voir céder tout de suite, bien sûr. Mais elle reculait et tout le monde savait qu'il fallait accentuer la pression. Le matin et l'après-midi il y a eu des centaines et des centaines de grévistes qui sont passés ou sont restés, manifestant dans le quartier en criant leurs revendications.

Le samedi, les négociations reprirent et la direction fixa comme ultimes propositions :

- 10 points pour tous,
- le passage des coefficients 345 (embauche) au 365 au bout de 5 ans,
- la suppression de 750 points au lieu de 10 000,
- un abattement de 20% des jours de grève avec une retenue maximum de 10% sur le salaire de chaque mois.

Le lundi matin l'assemblée générale de Barbès avait encore grossi de quelques centaines de participants. Lorsque la CFDT, qui durant le week-end avait proposé à la direction de s'entendre sur 20 points, a pris la parole les huées ont fusé de partout. Les grévistes n'avaient pas envie d'écouter ceux qui avaient eu le culot de faire des propositions dans leur dos. Et ils avaient envie de donner un avertissement à ceux qui pourraient avoir le stylo trop facile.

Pendant la matinée on pouvait constater que la grève se développait.

L'après-midi, à l'assemblée générale des agences, qui pouvait compter quelque 800 personnes de la région parisienne, l'ambiance était chaude et ce sont les propositions les plus radicales – celles de la grève de 24 heures reconductible et celle des 1500 F – qui ont été adoptées à une très, très large majorité.

Par ailleurs les nouvelles arrivaient de province montrant que là aussi la grève de 24 heures reconductible gagnait en ampleur.

C'est alors que la direction a tenté de donner un coup d'arrêt au mouvement en pratiquant un chantage assez classique. Puisque le travail n'avait pas repris, elle remballait ses propositions. Histoire de tenter de démoraliser les grévistes et sans doute de nous ressortir dans quelque temps des propositions semblables qu'un syndicat finira peut-être par oser signer ! En espérant bien sûr que nous finirons par céder. Eh bien, non !

Pour le moment, la manifestation du 24 janvier le prouve, cette manœuvre a peut-être jeté un temps un petit froid, mais elle n'a pas cassé le mouvement. La manifestation du 24 janvier le montre bien.

Ce n'est pas l'argent qui manque !

Finalement, ce n'est ni la BNP ni la Dresdner Bank qui va acheter la Yorkshire Bank. C'est un concurrent australien, la National Australia Bank qui emporte le morceau pour la coquette somme de un milliard de livres, soit environ 10 milliards de francs.

Ces 10 milliards, la BNP les a puisqu'elle s'est portée acquéreur de cette banque. Cela représente 151 mois d'augmentation à 1500 F par mois, pour chaque employé BNP. De quoi voir venir !

RENAULT-FLINS

QUELQUES HEURES DE GREVE FONT RECULER LA DIRECTION

Plusieurs centaines de travailleurs de Mécanique, de Sellerie et du GMP de l'usine Renault de Flins ont fait reculer la Régie, lundi 22 janvier, sur la question des congés cumulables.

Cette question avait déjà fait l'objet d'une grève victorieuse, en 1976. Depuis cette époque, il était possible aux travailleurs se rendant très loin, en vacances dans leur famille, de cumuler congés payés, congés d'ancienneté et congés sans solde. Jusqu'à 12 semaines pour les travailleurs originaires d'Afrique noire.

Il faut dire que ces camarades restent souvent plusieurs années sans rentrer au pays et que la durée du voyage peut être très longue. Couramment 10 jours pour aller dans un village éloigné. Parfois beaucoup plus lorsqu'on est bloqué, l'été, à la saison des pluies, parce que toutes les voies de communication sont coupées par les inondations.

Déjà l'an dernier, la direction avait refusé toute demande supérieure à 10 semaines. Pris de court, les travailleurs concernés n'avaient pu réagir à temps.

Cette année, l'approche de la période du dépôt des demandes a précipité les choses. La direction n'a pas pris assez au sérieux une délégation de travailleurs aux Presses, au début de l'année. Vendredi 19 janvier, les choses ont pris une tout autre ampleur. Il a suffi d'un simple appel syndical par tract, sans préparation aucune, pour que 150 à 200 travailleurs, en majorité africains mais pas seulement, débraient de 9 heures du matin à 13 heures, l'équipe d'après-midi emboîtant le pas aussi nombreuse, de 15 heures à la fin du poste.

La majorité des travailleurs de l'usine ont vu cette grève avec sympathie. Sans compter que ce que demandaient les grévistes ne coûte rien à la Régie puisque, par définition, les congés sans solde sont des congés non payés. Et puis, entre la réorganisation du travail sur les chaînes pour la nouvelle voiture et les discussions sur la création d'une équipe de production de voitures la nuit, on sent bien que la Régie est à l'affût de tout ce qu'elle peut récupérer ici ou là comme avantages et cela aussi rend solidaire.

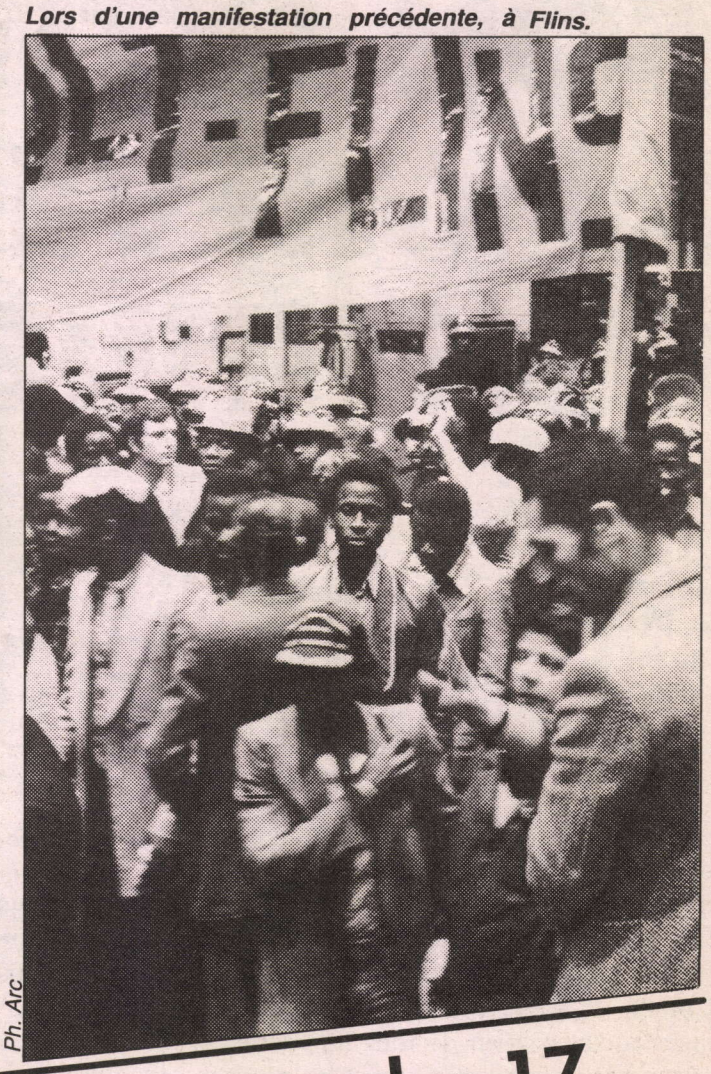
Pourtant, le vendredi soir, la direction n'a pas voulu céder. C'est quand elle a vu, lundi, que les travailleurs de l'équipe du matin repartaient avec le même élan à 8 h 30 qu'elle a décidé de reculer. A midi, elle annonçait à une délégation de grévistes que de nouveaux formulaires, garantissant la possibilité de prendre 12 semaines, seraient distribués.

Contents d'avoir fait reculer la direction, les travailleurs en grève ont décidé un tour d'honneur en Mécanique et en Sellerie, chantant *"On a gagné"*, avant la reprise du travail.

La Régie revient sur tout ce qu'elle peut en ce moment, mais elle craint malgré tout nos réactions.

Correspondant LO

Lors d'une manifestation précédente, à Flins.



Ph. Arc

Licenciement des 17

FRANCE-GLACES FINDUS - BEAUVAIS

LA COUR D'APPEL DONNE RAISON À LA DIRECTION

Novembre 1988 : après une grève pour 1 500 F d'augmentation et la suppression d'un accord-maison sur l'absentéisme, la direction se vengeait en licenciant 17 grévistes et 4 délégués CGT. Quatorze mois après, la justice confirme.

Les dix-sept.

Le juge départiteur de Beauvais avait pourtant, en juillet dernier, prononcé une sentence exactement opposée : la nullité des licenciements. Personne ne se faisait cependant trop d'illusions sur le verdict de la cour d'appel d'Amiens : la justice réintégrant 17 grévistes licenciés, cela ne s'est encore jamais vu. Mais les "17" espéraient au moins un verdict de "licenciement abusif", c'est-à-dire des indemnités. Rien de tout cela. La cour d'appel les a entièrement déboutés, les condamnant y compris à rembourser à Findus le salaire (avec les intérêts) que le juge de Beauvais lui avait ordonné de leur verser.

La direction est donc parvenue à ses fins. Elle avait été surprise par le déclenchement de la grève d'octobre 1988, le jugeant "politique", estimant ses revendications "irréalistes" et prétendant que dans son usine, les travailleurs bénéficiaient de conditions idéales. Mais elle avait très vite profité de l'occupation de l'usine par les grévistes les plus résolus, à l'initiative de la CGT, pour isoler ces derniers et constituer un rapport de force en sa faveur pour conclure la grève sans rien céder.

"Qui veut noyer son chien l'accuse de la rage" : la direction licenciait immédiatement après la grève les 17 salariés et 12 délégués CGT (le ministre du Travail lui en a accordé 4), après avoir mis à pied plus de 100 travailleurs. Le tout assorti d'accusations de violences en tout genre. La direction de France-Glaces-Findus (qui fait partie du groupe Nestlé) a voulu faire payer cette grève et ôter toute envie de recommencer aux travailleurs de l'entreprise. Elle a bien sûr soutenu qu'elle ne s'en prenait pas au droit de grève. Mais elle a tout utilisé pour l'interdire dans les faits.

Findus a trouvé l'oreille de la cour d'appel pour entériner les licenciements. Mais elle ne convaincra pas les nombreux travailleurs qui, sans avoir tous participé à l'occupation ou même à la grève, ont tenu à manifester leur solidarité aux 17 licenciés. Car chacun sait à Findus que ces licenciements sont injustes. Les 17, comme tous les grévistes, n'ont fait que se battre pour leurs conditions d'existence et pour leur dignité. Et ils ont eu raison. Cela, et l'attitude vengeresse de la direction, personne ne l'oubliera.

Correspondant LO

À RENAULT SAINT-OUEN LE STAGIAIRE DU MAGASIN C'ÉTAIT UN FLIC

NEUF TRAVAILLEURS SONT MENACÉS DE LICENCIEMENT !

Depuis une semaine, à l'usine Renault Saint-Ouen, on se croirait dans un mauvais western. Tout a commencé mercredi 17 janvier lorsque des gendarmes sont arrivés à l'usine et ont embarqué cinq de nos camarades de travail. Personne à ce moment-là, y compris les intéressés, ne savait pourquoi. D'ailleurs, afin qu'il n'y ait pas de réactions dans l'usine, les cinq travailleurs avaient été d'abord convoqués au service de gardiennage et, là, ils ont été embarqués.

Puis, dans la même journée, la direction faisait savoir à quatre autres travailleurs qu'ils étaient en mise à pied conservatoire et qu'ils seraient ultérieurement convoqués afin d'être sanctionnés, la sanction pouvant aller jusqu'au licenciement. Pourquoi, là encore on n'en savait rien.

Il a fallu que nos cinq camarades soient relâchés par la gendarmerie pour qu'on sache enfin à quoi rimait toute cette histoire.

En fait, c'est sur ces neuf travailleurs que la direction voudrait faire porter la responsabilité de la disparition de matériel dans l'usine.

Et pour trouver les coupables de cette prétendue disparition de matériel, la direction avait placé un flic (privé ou public, on ne sait pas trop) au service du magasin. Pendant quatre mois, cet indicateur s'est présenté auprès des travailleurs de Saint-Ouen comme un jeune stagiaire, plutôt sympathique, jouant de la guitare le midi avec un autre travailleur (qui se trouvera parmi les sanctionnés), jouant au tiercé avec d'autres, se plaignant de son salaire et de ses conditions d'embauche, allant jusqu'à offrir un pot lors de son départ, bref un travailleur "modèle". Et en fait, pendant quatre mois, il a espionné tous les travailleurs de l'atelier et du magasin, faisant des rapports à la direction !

Si ce qui est reproché à nos camarades ne se traduisait pas par des mises à pied conservatoires, voire des licenciements, cela prêterait plutôt à rire ! Un travailleur accusé de sortir des colis ? C'est son métier, il est coursier ! Un autre d'avoir donné deux colliers serre-flex ? Là encore, cela fait partie de son travail : il répare les tuyaux! Un autre d'avoir sorti deux robinets ? Mais en fait, les deux vieux robinets avaient été ramenés de chez lui pour mesurer le pas de vis. Il a d'ailleurs la facture des robinets neufs qu'ils avait achetés le lendemain ! Sans parler de l'accusation de "trafic de pantalons" parce qu'un affuteur proposait quelques pantalons bon marché sur le parking de l'usine et que le stagiaire-indicateur en a acheté deux...

Tout ce que la direction a trouvé à se mettre sous la dent, ce sont des actes qui font partie de la vie quotidienne, du travail, de chacun d'entre nous : utiliser du matériel en provenance du magasin, sans toujours fournir de bons (ce qu'elle appelle voler !), revendre dans l'usine ou sur le parking des objets dont on n'a plus besoin (télé, landaus, etc.). Il y a même un panneau réservé à cet usage dans l'atelier (c'est ce qu'elle appelle faire du trafic dans l'usine !).

Il y a un peu plus d'un an, la direction avait porté plainte pour la disparition une nuit d'un micro-ordinateur. Evidemment, ce n'est pas dans l'atelier ou au magasin, pendant les heures de travail, que ce flic a pu découvrir celui ou ceux qui entrent la nuit dans l'usine, sans effraction, pour s'emparer du "Victor".

Alors tout le monde à l'usine se demande ce que la direction cherche. Comme elle a annoncé que les effectifs devraient continuer à se réduire (l'effectif s'étant déjà réduit de 425 à 324 en 1989, il devrait être de 200 à la fin 1990 !), nombreux pensent que toute cette affaire va dans le même sens et que la direction ne s'y prendrait pas mieux pour essayer d'écœurer et décourager un certain nombre d'entre nous, les pousser ainsi vers la sortie sous forme de demande de mutation ou même de démission. Bref, que tout cela favoriserait un climat de crainte et d'incertitude pour faire passer la politique de mobilité et de réduction d'effectifs.

Dans l'usine, c'est l'émotion et la colère. Un débrayage le mercredi 17 janvier a eu lieu à l'appel de la CGT et de la CFDT. Tous les travailleurs ont débrayé. Là, il a été décidé et voté de faire entrer dans l'usine le lendemain nos neuf camarades mis à pied.

A la suite de cette décision, la direction déclarait qu'elle considérait que cinq délégués (4 CGT, 1 CFDT) incitaient à l'insubordination.

Le lendemain, jeudi 18, les travailleurs se sont rassemblés devant l'entreprise. Le conseil municipal de Saint-Ouen était là. Mais les travailleurs mis à pied, déboussolés, ne se sentaient pas d'entrer dans l'usine, ils sont restés au local du CE.

Mardi 23 janvier, là aussi, les travailleurs se sont tous rassemblés lorsque débutaient les entretiens, ils ont débrayé et montré leur solidarité avec les neuf travailleurs concernés. Vu les accusations, tout le monde se sent concerné.

Correspondant LO

SLITA LE HAVRE

GREVE DE LA FAIM

Six délégués FO (titulaires et suppléants) de l'entreprise SLITA, au Havre, font une grève de la faim depuis le 12 janvier et entamaient mardi dernier leur 12e jour de grève de la faim.

Cette entreprise de transport d'une cinquantaine de personnes assure le transport du personnel de plusieurs usines de la zone industrielle et s'occupe de tourisme. C'est devant l'agence de voyage, au cœur de la ville, que se sont installés les grévistes dans un fourgon et quelques voitures.

Le patron, bien connu d'autres travailleurs de diverses entreprises qu'il contrôle, empêche en toutes occasions les délégués d'intervenir (le dernier délégué CGT ayant d'ailleurs été précédemment licencié). Au point, par exemple, que tout chauffeur pris à discuter dans la cour ou au garage avec les représentants du personnel est menacé d'avertissement et de licenciement. Le patron refuse depuis deux ans de verser le budget de fonctionnement des œuvres sociales. Les délégués ne peuvent même pas disposer de leurs heures légales. De son côté, l'inspecteur du Travail des transports a dressé 53 procès-verbaux pour dépassement des durées de travail légales, certains chauffeurs se voyant attribuer des services allant au-delà de 18 h ! Le patron fait sa loi et se moque bien des "nouveaux droits" des travailleurs. Les plus élémentaires ici n'étant même pas respectés. Le patron a le culot de tout nier, alors que les vexations et les pressions sur le personnel sont incessantes. Sous-contrat ou titulaire, tout le monde ici craint le licenciement sur-le-champ.

C'est pourquoi les délégués qui avaient déjà tenté, l'an passé, de se faire entendre mettent aujourd'hui leur patron en accusation sur la place publique.

Correspondant LO

LA SNCF SUR LA VOIE DU «TOUT-TGV»

La SNCF est-elle en train de devenir la nouvelle EDF des années 1990, avec un «tout-TGV» comme il y avait eu le «tout-nucléaire» ? Même si le montant des investissements décidés n'atteint pas celui des centrales nucléaires, la comparaison se justifie par bien des aspects.

Le ministre des Transports en compagnie du PDG de la SNCF, présente la maquette du TGV-Atlantique. C'est rapide, c'est cher et ça rapporte gros !

(AFP)

Plus de 45 milliards de francs d'investissements sur 5 ans viennent d'être décidés, à l'occasion du nouveau Contrat de Plan signé entre l'Etat et la SNCF, et selon le quotidien *Les Echos* du 11 janvier, il se pourrait bien que cette somme soit encore gonflée *«lors de la définition prochaine d'un véritable schéma français»* de liaisons à grande vitesse. Dans l'immédiat sont entrepris l'achèvement du TGV-Atlantique, la ligne nouvelle TGV-Nord, le contournement de Lyon en direction de la Méditerranée et une interconnexion en Ile-de-France.

TOUT POUR LE SEUL TGV...

Du coup, le budget d'investissements de la SNCF fait pratiquement un bond de 100 %, d'un Contrat de Plan à l'autre, avec une moyenne de 20 milliards de francs annuels. Mais, et c'est la première chose discutable, tout l'argent supplémentaire va au TGV. Pour 1990 du moins, le «réseau classique» ne bénéficie d'aucun accroissement de son budget ; il va donc rester en l'état, un état que pourtant les accidents récents avaient largement mis en cause. Seul petit effort : la banlieue parisienne bénéficie de quelque 700 millions de mieux, qui devraient aller en priorité à des mesures de sécurité.

Pour le reste, de gré ou de force, il va falloir consommer du TGV. Un usager, protestant récemment auprès de la SNCF lors de la mise en service du TGV-Atlantique, posait bien le problème : *«Le TGV, bravo ! Mais quels effets pervers pour nombre de localités non desservies. Ainsi sur la ligne Nantes-Le Croisic, l'irruption du TGV a eu pour conséquence un amaigrissement inacceptable de la desserte régionale... L'étudiant, le permissionnaire et les autres devront patienter».*

Il n'y a aucune fatalité technologique qui imposerait que la grande vitesse empêche le maintien des lignes omnibus, ou l'amélioration des liaisons classiques. C'est seulement que la «grande vitesse» est plus rentable... pour les industriels et les banquiers.

... C'EST L'INTÉRÊT DES ALSTHOM ET DES BOUYGUES...

Avec la complicité de l'Etat, c'est Alsthom (qui fabrique les rames), Bouygues (qui construit les voies), Suez ou le Crédit Lyonnais (qui avancent l'argent) qui ont décidé d'un commun accord de faire du TGV leur poule aux œufs d'or pour les années 1990.

Tout se passe comme si la SNCF organisait elle-même un carnet de commandes parfaitement régulières pour Alsthom : une centaine de rames en cours de livraison pour la ligne Atlantique jusqu'en 1991 ; puis une centaine de rames d'un nouveau modèle dit «réseau» entre 1991 et 1994, et une petite centaine encore de rames cette fois à deux niveaux à partir de 1994.

Chaque nouvelle génération est l'occasion de profits supplémentaires : effet de l'introduction de l'informatique embarquée – ou tout simplement de la récente position de monopole en France pour Alsthom dans le domaine ferroviaire ? Le coût d'une rame Atlantique est près du double d'une rame Sud-Est.

Depuis des années, l'industrie ferroviaire désespérait de vendre le TGV à l'étranger. Les dirigeants américains préfèrent ne pas avoir de train à grande vitesse que voir un train étranger sur leur territoire ! Ceux d'Espagne n'ont acheté des rames à la France qu'à condition d'obliger Alsthom à les fabriquer dans leur pays ! Enfin, un concurrent sérieux ne va pas tarder à se montrer, avec l'ICE, le train à grande vitesse allemand construit par Siemens. Dans ces conditions, les commandes de la SNCF sont un joli réconfort...

Du côté des Bâtiments et Travaux Publics, le choix du «tout-TGV» est peut être encore plus pressant. C'est que la construction d'une ligne nouvelle absorbe à elle seule les deux tiers des dépenses totales d'investissements. C'est donc un marché d'au moins 30 milliards que Bouygues, Dumez ou SPIE-Batignolles sont assurés de se partager. Et le TGV devient un beau moyen de dopage, là aussi, avec quelque 10 ou 12 % de chiffre d'affaires en France des plus gros du secteur.

Le domaine où la SNCF talonne déjà sérieusement l'EDF, c'est celui de l'endettement. Il atteint aujourd'hui les 100 milliards de francs, et il est bien parti pour connaître une véritable explosion dans les années à venir. La décision de l'Etat de le renflouer à raison de 3,8 milliards l'an n'y changera sans doute pas grand-chose ; elle est plutôt destinée à rassurer les banquiers qui vont être sollicités pour avancer les mises sur le TGV tous azimuts.

Mais les banquiers ont-ils des raisons d'être vraiment inquiets ? Pour l'heure, ils se frottent les mains ; la SNCF leur rapporte déjà 10 milliards de francs l'an, par le seul jeu des intérêts d'emprunts. Et dans la course – à grande vitesse – aux profits, ils ne sont vraiment pas les plus mal placés.

L'usager, lui, voit augmenter les tarifs. L'expérience de «diversification des tarifs» lancée avec le TGV-Atlantique, va être généralisée : payer le même parcours jusqu'à 47 % plus cher, comme c'est déjà le cas entre Paris et Le Mans aux heures de pointe, *«avec la SNCF, c'est possible»*... bientôt partout.

... QUI DÉCIDENT POUR NOUS

Pendant des années, la SNCF a connu l'austérité, et cela s'est traduit par les catastrophes qui ont marqué tout le monde, par des liaisons supprimées ici, d'autres engorgées ailleurs. Ce qui se passe aujourd'hui prouve que l'argent existe qui permettrait de régler sérieusement le problème de la sécurité, d'améliorer l'état du réseau, et de revenir sur les conséquences des économies de toutes sortes des années passées, tout en développant bien sûr de nouvelles liaisons à grande vitesse.

Ce n'est pas ce choix qui est fait. Parce que, société nationale ou pas, les choix sont faits par des industriels et des banquiers pour qui le service public n'est qu'un prétexte à faire du profit.

Hervé MARTIN

LES CHEMINOTS : TOUJOURS MOINS

Côté cheminots, le Contrat de Plan 1990-1994 prévoit la continuation de la politique de baisse d'effectifs, au rythme de 4 500 emplois par an. Et le budget toujours à l'austérité sur le «réseau classique» signifie forcément la poursuite de la dégradation des conditions de travail et de sécurité.

Actuellement, les accidents mortels se multiplient à un rythme inquiétant. Deux cheminots ont été tué récemment sur la voie à Chauny, moins d'un mois après ceux de Gare du Nord. Parce qu'on en est encore à assurer la sécurité de ces camarades comme au temps de la vapeur, un cheminot jouant le rôle de vigie, armé d'une trompe ! Alors qu'on peut commander l'arrêt d'un TGV à des centaines de km de distance !

Les baisses d'effectifs, les salaires à la traîne, ont permis pour 1989 d'en finir avec le déficit. Mais rien n'est prévu pour les cheminots.

L'Etat trouve près de 4 milliards par an pour assurer les banquiers en les versant au titre de désendettement, mais il n'a rien trouvé pour la sécurité ni pour les salaires d'ailleurs. Pourtant, cette somme équivaut à 1 500 F par mois et par cheminot durant un an.

De l'argent, il y en a. Alors il reste à souhaiter que les cheminots le voient, et que cela leur donne l'envie d'en arracher leur part.

Réédition

LE GUIDE DU CITOYEN FACE À LA POLICE de Denis Langlois

Un policier a-t-il le droit de vous demander vos papiers d'identité ? Quand se rend-on coupable de rébellion, de violences ou d'outrages à agents ? A-t-on le droit d'écrire sur les murs ? Peut-on coller des affiches ? Peut-on vendre des journaux ou distribuer des tracts dans la rue ? La police peut-elle entrer chez vous ? Est-on obligé de répondre à une convocation de police ?... Comment faire pour porter plainte contre la police ?

Voilà quelques têtes de chapitre de ce petit guide que les éditions La Découverte viennent de rééditer.

C'est en quelque sorte un «classique». La première édition est parue en 1980, la seconde en 1985 et voici la troisième en septembre 1989. Il y a peu de choses nouvelles dans cette édition en dehors de quelques mises à jour. Mais ceux qui n'ont pas encore ce guide peuvent l'acheter, et le lire, il y a de bons conseils.

«Dans un régime démocratique, les citoyens doivent avoir le droit et aussi le devoir de contrôler les actes de ceux qui agissent en leur nom» écrit Denis Langlois.

C'est un argument que l'auteur propose à tout «citoyen», même s'il sait et déplore que nous ne soyons pas dans un régime démocratique.

Mais tout militant, tout travailleur conscient doit au moins connaître les droits et recours légaux des femmes et hommes face à la police. Merci à Denis Langlois pour ses idées et conseils judicieux.

Ph. Arc

JOURNAL DE JUDÉE de Jacques Pinto

Le maintien de l'ordre en Palestine occupée, vu par un capitaine israélien

Les reportages des médias sur l'*Intifada* et la répression qui accompagne la *«révolution des pierres»* ont été relativement nombreux, et ce petit livre n'apporte rien de vraiment nouveau. Et pourtant ce témoignage d'un capitaine israélien, qui participe au maintien de l'ordre, est particulièrement intéressant. Il y a peu d'événements marquants dans ce journal de la répression au jour le jour, mais on découvre précisément de quoi est faite cette guerre quotidienne entre les Palestiniens révoltés et l'armée d'Israël.

Jacques Pinto est probablement ce qu'on appelle un bon soldat. Un soldat qui obéit, même si de temps en temps il sait se montrer plus humain que les consignes qu'on lui donne. Mais un soldat qui regrette manifestement de devoir mener une «sale guerre». Se battre contre de vrais ennemis, soit ! Mais contre des gamins qui lancent des pierres, cela l'écœure et l'indigne. Et en plus, dit-il, cela ne sert à rien, c'est parfaitement absurde.

Il raconte en quoi consiste le plus clair des activités de ses hommes : ramasser, ou plutôt faire ramasser par les Arabes, les pierres qui obstruent les routes et qui empêchent les véhicules de passer. Décrocher, ou plutôt faire décrocher par les Arabes, les drapeaux palestiniens qui flottent partout sur les maisons, les mâts, les pylones, les arbres de Palestine, et qui sont remis dès qu'ils ont été enlevés. L'armée se couvre de ridicule à ce petit-jeu-là. Et en plus, bien loin de «servir de leçon» aux Palestiniens, cela les exaspèrent d'autant plus que ceux qui balaient les routes ou qui décrochent les drapeaux, sont ceux qui se trouvaient là et qui ont été raflés par l'armée. Même pas ceux qui avaient mis pierres et drapeaux...

L'auteur cite les paroles d'un général : *«L'armée doit accomplir à tout prix une mission impossible. En disant cela, je vous ai tout dit»*.

Jacques Pinto relate également les troubles et les déchirements des soldats israéliens. Il y a les partisans de la manière forte. Il y a les diverses nuances de ceux qui pensent que «tout n'est pas permis», et qu'il faudra bien un jour céder la Cisjordanie aux Palestiniens. Mais Pinto ne se fait guère d'illusions. Il montre bien comment la «logique» de la répression transforme rapidement les hommes en brutes abjectes. Au début les soldats sont déroutés, souvent écœurés, puis ils s'habituent, se «blindent» et la répression finit par devenir une routine. Et parce qu'ils reçoivent des pierres, parce qu'ils sont nargués par des gamins à quelques dizaines de mètres et qu'ils ont un fusil entre les mains, certains deviennent facilement des meurtriers.

Pinto n'est pas tendre non plus avec les Palestiniens les plus nationalistes. Car ils règlent leurs comptes de manière expéditive en égorgeant les collaborateurs avec les autorités israéliennes. Certes Pinto ne porte pas ce genre de collaborateurs dans son cœur. Mais de là à les assassiner sauvagement.

Ce livre est plein d'amertume. L'auteur n'entrevoit guère de solution. Il espère peut-être qu'un jour ses supérieurs comprendront que tout cela est criminel et absurde et que les ordres qu'il recevra ce jour-là seront moins fous. En attendant il dénonce. Et cette dénonciation mérite d'être lue.

André VICTOR

Journal de Judée, Seuil, L'Histoire immédiate, 120 pages, 65 F.

FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE

MONTBÉLIARD

Samedi 3 mars à partir de 18 h
Dimanche 4 mars jusqu'à 18 h

HALLE POLYVALENTE - MONTBÉLIARD

FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE

LILLE

Samedi 27 janvier à partir de 16 h

PALAIS RAMEAU - LILLE

FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE

GRENOBLE

Samedi 27 janvier 1990 à 15 h
Salle Polyvalente Jean-Jacques Rousseau (parking La Fauconnière)

SEYSSINET (ISERE)

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à
LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE.

La société d'Editions de Lutte Ouvrière – BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une SARL au capital de 20000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 17000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64995.

ABONNEMENTS

– à **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F - Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
– à **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F.
Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL ET VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

Haïti

LE GÉNÉRAL AVRIL PRÉPARE LES ÉLECTIONS EN INSTAURANT L'ÉTAT DE SIÈGE

Instauration de l'état de siège pour un mois et expulsion d'un certain nombre de leaders de l'opposition : telle est la façon dont le général Prosper Avril, au pouvoir à Haïti depuis son coup d'Etat du 17 septembre 1988 contre le général Namphy, prépare les élections locales, législatives puis présidentielles promises en principe à partir du mois d'avril.

Le général Avril, qui a su perpétrer son coup d'Etat contre Namphy en le faisant apparaître comme une révolte de la base de l'armée, des *«ti-soldats»*, contre les officiers supérieurs les plus sanguinaires et les plus corrompus et est ainsi apparu comme porté au pouvoir par la volonté de la base sans avoir rien demandé, s'accroche manifestement au pouvoir et n'a pas l'air de vouloir laisser la place.

D'après *Libération* du 23 janvier, la crise actuelle aurait débuté par l'éloignement – avec promotion au grade de lieutenant – du sergent Heubreux, celui-là même que Prosper Avril mettait en avant depuis le coup d'Etat pour bien montrer que lui-même ne faisait qu'obéir aux volontés de la base. Le sergent Heubreux aurait-il aspiré à remplacer l'actuel président ? C'est bien possible car les rivalités au sein de l'armée ont été bon train depuis la chute de Duvalier pour briguer la succession. En avril dernier, c'est Heubreux qui avait sauvé le régime d'une tentative de putsch et il y a une quinzaine de jours, profitant d'un voyage de Prosper Avril à l'étranger, une vingtaine de partis et de syndicats dans l'opposition réclamaient que le haut état-major s'empare du pouvoir à la place du général.

Aujourd'hui Avril tente d'affermir son pouvoir en montrant qu'il est encore le maître et qu'il entend le rester. D'ailleurs ses partisans réclament carrément *«Avril pour 5 ans»* !

L'instauration de l'état de siège est soi-disant destinée à *«protéger les acquis démocratiques contre le terrorisme»*. En réalité il semble surtout permettre de «légaliser» les arrestations arbitraires de nombreux dirigeants de partis d'opposition. Une quinzaine d'entre eux ont été appréhendés à leur domicile, souvent roués de coups voire torturés, et ont parfois été expulsés du pays.

Voilà qui va sans doute faciliter à Prosper Avril la préparation d'élections sur mesure, à moins qu'il ne décide tout bonnement de les reporter sine die.

Evidemment les dirigeants de l'opposition vont crier au scandale et tenter de faire oublier que ce sont eux qui, loin d'avertir la population des dangers qu'elle courait à s'en remettre à l'armée pour préparer *«une transition vers la démocratie»*, ont été les premiers à se rallier aux militaires, à Namphy puis à Avril. Et c'est une bonne partie de cette prétendue opposition qui, il y a quinze jours, faisait appel à d'autres généraux pour se débarrasser d'Avril.

Quant aux USA qui désapprouvent la mise en place de l'état de siège, eux aussi ont soutenu successivement les mêmes généraux, après avoir soutenu bien longtemps Duvalier lui-même.

En fait, l'armée, ce petit appareil de 8 000 hommes, est courtisée de toutes parts tant est grande la peur que les millions de pauvres se mettent à réclamer eux-mêmes des comptes aux parasites qui mettent le pays en coupe réglée et rackettent la population en permanence. Aucun des problèmes de ce pays, le plus pauvre de tout le continent américain, n'a été réglé depuis la chute de Duvalier. C'est toujours l'exploitation et la misère à un pôle et à l'autre la corruption, les rackets, les trafics en tout genre protégés par des bandes armées qui assassinent sans vergogne pour les intérêts d'une minorité de profiteurs.

Et il n'est guère étonnant que les rivalités soient vives au sein même du corps des officiers pour se disputer le pouvoir. Car celui qui a le pouvoir a aussi la **plus grosse part du gâteau.** Duvalier en sait quelque chose, lui qui coule des jours tranquilles sur la Côte d'Azur française (car les Ceausescu du monde impérialiste sont une espèce très protégée !), grâce au magot raflé à la population par sa dynastie !

La population pauvre ne peut évidemment être défendue par aucune de ces crapules galonnées, pas plus par Avril ou d'autres officiers que par l'ex-Duvalier... mais pas davantage par les dirigeants de l'opposition qui depuis la chute de Duvalier n'ont de cesse d'exhorter la population à s'en remettre... à ses pires ennemis.

Oui, à Haïti les travailleurs et la population pauvre, qui ont payé cher pour que ça change, ne peuvent se reposer que sur eux-mêmes pour débarrasser le pays de la surexploitation, de la corruption, de la terreur des bandes armées, en prenant eux-mêmes la direction de la société.

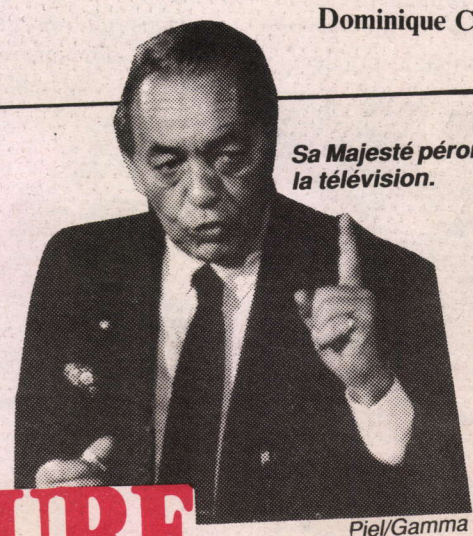
Dominique CHABLIS

Massacre dans un bureau de vote en novembre 1987. Avril prépare lui aussi les élections à sa manière.

(AFP)

Maroc

MISÈRE ET DICTATURE



Sa Majesté pérorant à la télévision.

Piel/Gamma

Un article du journal *Le Monde* du 21-22 janvier 1990, rapporte qu'au Maroc une campagne de destruction des bidonvilles, commencée en été 1989 dans les faubourgs de Rabat, de Fès, de Meknès, a atteint il y a quelques jours différents quartiers de la vieille médina de Casablanca, dans le cadre d'un nouveau plan d'aménagement de la ville.

Dans ces bidonvilles vit 25 % de la population urbaine du Maroc, si l'on s'en réfère au journaliste Alain Lorne dont *Le Monde* publie le témoignage. Pour les deux tiers d'entre eux, ce sont des paysans victimes des mauvaises récoltes, de la sécheresse, du boom démographique... et aussi de la spéculation sur le prix du blé qui a mis *«de 1980 à 1984 le minimum alimentaire hors de portée des plus pauvres»*. Dans ces concentrations où règnent la malnutrition, la promiscuité, depuis quelques mois des dizaines de personnes sont mortes du choléra.

Mais ce n'est pas pour soulager cette misère que Hassan II et ses sbires démolissent les bidonvilles et mettent des milliers de personnes à la rue, enjoignant à tous ceux qui ne sont pas natifs de la ville de regagner leurs villages d'origine. Les expulsions ont donné lieu à des manifestations et les manifestations à la répression et à des arrestations.

Pour la plupart, ceux qui ont quitté leur terre parce qu'ils n'arrivaient plus à en vivre, ont vu leur lopin annexé par les gros propriétaires fonciers, et dans ce régime d'iniquité et de corruption, ils n'ont aucune chance de pouvoir récupérer ni leur bien ni aucun dédommagement.

C'est à juste titre que la presse d'ici et l'opinion à sa suite se sont indignées du sort qui avait été fait aux habitants des villages de Roumanie détruits par Ceausescu, à des fins de regroupement et sous l'œil de sa Securitate. Mais les méthodes du dictateur marocain n'ont absolument rien à envier à celles du «Vampire des Carpates».

Ce qu'il y a de fondamentalement différent il est vrai, à propos de cette ancienne colonie de la France, c'est qu'on attend et qu'on pourra attendre longtemps les protestations du gouvernement français, et de tous les «lèche-bottes» de «Sa Majesté», qui peuplent le monde des politiciens et des journalistes «bien pensants» de ce pays.

L.G.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995